

Déconstruire l'image de la Belgique «germanophile» à l'Étranger (1915-1916) -Propagande et relations internationales. Quatorze lettres et notes inédites d'Eugène Beyens, Paul Hymans et Georges Lorand

Vincent Genin

Citer ce document / Cite this document :

Genin Vincent. Déconstruire l'image de la Belgique «germanophile» à l'Étranger (1915-1916) -Propagande et relations internationales. Quatorze lettres et notes inédites d'Eugène Beyens, Paul Hymans et Georges Lorand. In: Bulletin de la Commission royale d'histoire. Académie royale de Belgique. Tome 184, 2018. 1914-1918 Fragments de guerre / Oorlogsfragmenten. pp. 223-268;

doi : <https://doi.org/10.3406/bcrh.2018.4362>

https://www.persee.fr/doc/bcrh_0001-415x_2018_num_184_1_4362

Fichier pdf généré le 18/08/2020

De publicatie van deze correspondentie maakt een beter begrip mogelijk van de propaganda die België voerde tijdens de Eerste Wereld-oorlog. Door die propaganda wou het land ingaan tegen de beeldvorming als zou België voor 1914 pro-Duits zijn geweest. Deze reeks van veertien brieven, geschreven in 1915 en 1916, alsook een retrospectief memorandum van 1919, werpen nieuw licht op de strategieën die werden ontwikkeld door het officiële België in ballingschap (Paul Hymans, Eugène Beyens en Georges Lorand) om 's lands internationale imago te verbeteren.

Résumé

L'édition de cette correspondance permet de mieux connaître les moyens de propagande déployés par la Belgique, durant la Première Guerre mondiale, afin de restaurer son image de pays aux sensibilités germanophiles avant 1914. Cet ensemble de quatorze lettres rédigées en 1915 et 1916 (sans oublier un memorandum rétrospectif de 1919) jette une nouvelle lumière sur les stratégies développées par la Belgique officielle en exil (Paul Hymans, Eugène Beyens, Georges Lorand) afin de purifier son image internationale.

Abstract

The publication of this correspondence yields a better understanding of the propaganda produced by Belgium during the First World War, in order to restore its image of a country with pro-German sensibilities before 1914. This set of fourteen letters written in 1915 and 1916 and a retrospective memorandum of 1919 shed new light on the strategies developed by official Belgium in exile (Paul Hymans, Eugène Beyens and Georges Lorand) in order to restore its international image.

Déconstruire l'image de la Belgique « germanophile » à l'Étranger (1915-1916)

Propagande et relations internationales

Quatorze lettres et notes inédites d'Eugène Beyens,
Paul Hymans et Georges Lorand

Vincent Genin
Université de Liège

I. La question : entre fragment de vie et nouvel angle d'approche sur la propagande belge

La Première Guerre mondiale ou l'émancipation de la propagande

L'histoire globale de la Belgique dans la Première Guerre mondiale ne cesse d'attirer l'attention des chercheurs. Les publications relatives au sort des déportés, à la résistance, à la question du genre, au rôle joué par l'administration sous occupation ou aux aléas vécus par la magistrature font florès depuis quelques années, dans la dynamique du centenaire du conflit. Cela étant, les études en histoire des relations internationales ciblant cet espace et cette période sont sensiblement plus rares. Pourtant, les questionnements relatifs à ce champ de recherches ne manquent pas et nous cherchons en vain une grande synthèse analysant le rôle joué par la Belgique lors de la Conférence de la Paix de Versailles de 1919, par exemple. Une branche de l'histoire des relations internationales s'intéresse plus particulièrement à l'image dégagée par un pays auprès d'autres nations. Ce champ relève à la fois de l'histoire des représentations, de l'opinion publique – longtemps négligée par le maître de l'histoire des relations internationales, Pierre Renouvin – mais aussi de la communication. Or, depuis le milieu du XIX^e siècle, le monde s'est comme accéléré. Nous nous situons à une époque d'« unification

du monde», pour reprendre l'expression de Blaise Wilfert-Portal. Les moyens de communications se multiplient, les ouvertures interculturelles se développent tandis que les expositions universelles prennent leur envol et donnent à voir l'état actuel de la technologie et de l'innovation mondiale¹. Au-delà, comme le rappelle justement Pascal Griset, les dynamiques relevant de l'innovation technologique ou de l'initiative scientifique perdent de leur caractère contingent ou fortuit à partir de 1850². Dans un contexte de libre-échange, Christophe Charle n'hésite pas à convoquer l'existence d'une «deuxième révolution de l'imprimé» à partir de 1860 : la culture de masse prend son essor, les tirages de livres et de périodiques s'accroissent tandis que les prix unitaires baissent sensiblement, au bénéfice d'une diffusion géographique et sociale plus large des imprimés³. En temps de guerre, les voies de communications, tantôt facilitées par la nécessité de l'heure, tantôt tarées par les affres du conflit, représentent un acteur au poids croissant, en ce début de XX^e siècle.

Parmi ces «voies», l'une d'entre elles représente le support privilégié de la guerre «des images» et «des idées», à savoir la *propagande*. Le terme lui-même est un enfant de l'époque contemporaine. Si sa première acception remonte à 1622 et se trouve mâtinée de foi catholique (*Congregatio de propaganda fide*), ce n'est qu'à la faveur de la Révolution Française que le terme gagne ses lettres de noblesse. Il intègre le champ du lexique politique pour désigner, d'abord, une association de diffusion d'idées et, par métonymie, le fait même de diffuser ces idées. Le mot «propagandiste» apparaît en 1792. En 1901, l'écrivain français Charles Péguy invente le verbe «propagander» tandis que la Première Guerre mondiale – signe à tout le moins symptomatique d'une extension de cette pratique de la communication politique – voit naître le mot «contre-propagande» (1917)⁴. Ce dernier conflit consiste en un saut qualitatif notable lors duquel la propagande étatique ou para-étatique devient un protagoniste à part entière du conflit. Des structures se créent dans les pays belligérants afin de miner le moral de l'adversaire, qu'il s'agisse des sociétés civile ou militaire. Désormais, «la guerre constitue un

¹ Blaise WILFERT-PORTAL, «Une nouvelle géopolitique intellectuelle. Entre nationalisme et cosmopolitisme», in Christophe CHARLE, Laurent JEANPIERRE (dir.), *La vie intellectuelle en France*, vol. I : *Des lendemains de la Révolution à 1914*, Paris, Seuil, 2016, p. 564.

² Pascal GRISET, «Trajectoires individuelles et transition informationnelle : une Europe innovante peut-elle se passer de héros?», in Yves BOUVIER, Léonard LABORIE (dir.), *L'Europe en transitions. Énergie, mobilité, communication XVIII^e-XXI^e siècles*, Paris, Éditions du nouveau monde, 2016, p. 308.

³ Ch. CHARLE, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996, p. 158-159.

⁴ Alain REY (dir.), *Le Robert. Dictionnaire historique de la langue française*, t. 3, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1998, p. 2972.

laboratoire de méthodes et de techniques de propagande⁵». Quant aux journalistes et correspondants de guerre issus des pays belligérants, ils endossent plus qu'à leur tour le rôle de véritables agents de propagande, chargés de livrer une information dont le sens est souvent dicté par les états-majors⁶. La Belgique n'échappe pas à ce constat général et l'un des principaux moteurs de cette propagande est un des diplomates les plus en vue du Royaume : Eugène Beyens.

Eugène Beyens : source originelle et catalyseur de la propagande belge en 1914

Les historiens belges connaissent bien la personnalité d'Eugène Beyens (1855-1934) et disposent d'un nombre substantiel de références à son sujet. Des recherches récentes se sont penchées sur son parcours, non sans qu'il faille y déceler un petit mouvement d'intérêt en cette direction⁷. Beyens fait sans conteste partie des diplomates belges à avoir le plus mis leurs activités en récit. Fils de diplomate, il occupe plusieurs postes (Paris, Bucarest, Téhéran) avant de rejoindre Berlin en 1912, où il demeure jusqu'à l'éclatement de la guerre. Là, il y côtoie son homologue français et ami Jules Cambon, dont la personne revient de manière récurrente dans les lettres éditées ci-dessous.

Qu'en est-il de la cause immédiate du déclenchement des campagnes de propagande d'initiative belge ? Elles trouvent leur origine dans une volonté de réaction – presque « du berger à la bergère » – à une autre propagande, venue précisément d'outre-Rhin. En effet, la propagande allemande diffusée en 1914 et 1915 met en cause l'attitude des chefs de légation belges en poste à Berlin durant les premières années du XX^e siècle. Ces derniers sont soupçonnés d'avoir mené des missions à forte tendance germanophile, faisant par conséquent bon marché des relations avec Londres et Paris. Il est avancé que les rapports du ministre de Belgique à Berlin comptent parmi les plus suivis et les plus lus des diverses chancelleries diplomatiques belges. Une « ambiance germanophile » est ainsi essaimée. Disons-le d'emblée, cette assertion n'est pas infondée, surtout en ce qui concerne deux personnalités de grande influence. La première est Léon Arendt, directeur général de la Poli-

⁵ Irène DI JORIO, Véronique POUILLARD, « Le savon, le président et le dictateur. Publicité et propagande en Europe des années 1920 aux années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 101, 2009, 1, p. 5.

⁶ Christophe DELPORTE, « Journalistes et correspondants de guerre », in Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 717-729.

⁷ Il convient toutefois de se référer, bien que ce texte ait cinquante ans et que la nature hybride des travaux de l'auteur ait depuis longtemps été mise en exergue par les historiens des relations internationales (confusion de genres entre témoignage et travail scientifique ; tendance de l'auteur, longtemps secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, à se faire le porte-voix de celui-ci etc.) : Fernand VANLANGENHOVE, « Eugène-Napoléon Beyens », *Biographie nationale*, t. XXXIV, 1967, Bruxelles, Bruylant, col. 71-79.

tique du département des Affaires étrangères et, surtout, le baron Jules Greindl, ministre de Belgique à Berlin (1888-1912) avant que Beyens ne le remplace. Celui-ci, à travers une kyrielle d'articles et d'ouvrages publiés pendant et après la guerre, tentera de battre en brèche les résultats de cette propagande allemande⁸. Sur quelle documentation celle-ci est-elle basée? En grande partie, et c'est là l'objet de plusieurs passages édités, sur la première source, à savoir les Correspondances diplomatiques envoyées à Bruxelles par l'agent belge en poste à Berlin. Ces pièces ont été abandonnées en août 1914 par les autorités belges dans le désordre de l'exode. Contraint à l'inactivité à l'été 1914, Beyens est particulièrement inquiet des conséquences de la propagande allemande. Sans doute a-t-il dû éprouver un sentiment d'impuissance doublé d'un sentiment d'injustice. En effet, n'est-il pas angoissant de savoir que son ennemi d'aujourd'hui possède des preuves originales, uniques et accablantes prouvant que vous lui fûtes sympathique dans un passé proche? Au-delà, Beyens, respectant un indéniable esprit de corps, ne peut pourfendre *urbi et orbi* les amitiés passées de Greindl pour Berlin, tout en gardant ses distances avec cet encombrant héritage. Les moteurs initiaux de la propagande belge à l'étranger en faveur de la restauration de l'image du Royaume s'inscrivent dans ces deux faisceaux de causalité :

⁸ Eugène BEYENS, *L'Allemagne avant la guerre. Les causes et les responsabilités*, Bruxelles/Paris, Van Oest & Cie, 1915; ce dernier ouvrage, qui représente la première pierre de l'œuvre écrite de l'auteur, poursuivie jusqu'à sa mort, est le fruit de plusieurs articles publiés dans la *Revue des Deux Mondes*. En 1931, Beyens publie son bien connu *Deux années à Berlin, 1912-1914*, 2 vol. (Paris, Plon), qui n'épouse pas la forme de «souvenirs», mais bien celle d'un récit de sa mission, livré à partir de ses rapports diplomatiques, en les interprétant *a posteriori*, en dressant des liens entre eux, afin de restituer l'atmosphère d'attente qui l'habitait dans cet avant-guerre. Cet ouvrage est l'objet d'une attention particulière de la critique: l'écrivain français Paul Bourget en fait le compte-rendu dans la *Revue belge* (Paul Bourget, «Un diplomate belge à Berlin», *Revue belge*, 15 novembre 1933, p. 306). En marge de nombreux autres articles relatifs à sa carrière, retenons également ses «Impressions de Berlin», souhaitant mettre en exergue une comparaison entre l'avant et l'après-guerre (E. BEYENS, «Impressions de Berlin», *Revue des Deux Mondes*, LXXXV^e année, 6^e période, t. 54, 1^{er} novembre 1919, p. 109-129). Il publie également un *La Belgique pendant la guerre*, Bruxelles, Dewit, 1923, fruit de plusieurs articles parus dans la *Revue de Paris*, en octobre-novembre 1921. Enfin, tandis qu'il publie son ouvrage précité de 1931, dans la foulée, il édite: «à Berlin, août 1914», *Le Flambeau*, XIV^e année, octobre 1931, p. 267-287). Nous avons ici passé sous silence ses autres productions, en nous limitant à ce qui puisse toucher de près ou de loin la problématique de notre contribution. Nous sommes quoi qu'il en soit en présence d'un diplomate prolix, cherchant à «faire témoignage», mais aussi à, ostensiblement ou non, justifier son attitude à la veille du conflit, sinon pendant celui-ci. Voir aussi, dans un style très hybride, oscillant entre travail, témoignage et compilation, au demeurant fort utile à l'historien, cette référence publiée par le fils du diplomate: Baron BEYENS, *Un diplomate au service de son pays. Le baron Beyens, ministre des Affaires étrangères 1915-1917*, Bruxelles, Centre Guillaume Jacquemyns, 1981. Sur Beyens «mémorialiste», voir Michel DUMOULIN, «Mémoires, souvenirs et autres écrits de diplomates belges du XIX^e au XXI^e siècles. Essai de typologie d'une psycho-géographie du monde», in M. DUMOULIN, Catherine LANNEAU (dir), *La biographie individuelle et collective dans le champ des relations internationales*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2016 (coll. «Enjeux internationaux», vol. 39), p. 43-46.

les sentiments d'impuissance et d'injustice. Il s'agit donc de restaurer ou de préserver l'image et même « l'honneur » de la Belgique afin qu'elle ne perde pas la face aux yeux des Alliés et qu'elle puisse, au moment venu, être invitée à la table des négociations à leurs côtés.

Beyens n'est pas seulement une figure contestée dans le cadre des relations internationales. Il l'est aussi au sein du Gouvernement belge, où il siège de 1915 à 1917. Libéral, homme de confiance du roi Albert I^{er} – ce qui suscita quelques critiques ministérielles y voyant une surinterprétation de la prérogative royale –, il n'est pas considéré comme le bienvenu en juillet 1915 à son arrivée dans un Gouvernement belge en exil à Sainte-Adresse à forte dominante catholique⁹. Succédant au ministre des Affaires étrangères Julien Davignon, dont l'état de santé s'était avéré incompatible avec la lourdeur d'une telle tâche en temps de guerre, cette désignation ne se fit pas sans réticences¹⁰. Nommé ministre d'État le 26 juillet 1915 afin de ne pas froisser l'orgueil de son prédécesseur, poliment mis sur la touche, le Roi constate qu'une telle désignation ne suffit pas, en vertu de simples règles juridiques. En effet, le juriste et professeur de droit public de l'Université de Louvain Jules Van den Heuvel lui stipule le 14 août 1915 qu'aucun ministre d'État n'a jamais signé ou contresigné la signature du Roi s'il n'était pas simultanément membre du Conseil des Ministres. En somme, au-delà de risquer d'être « empêché » dans sa fonction, Beyens pourrait diriger *ad interim* et *de facto* un département dont émaneraient des instructions ministérielles qui ne seraient mêmes pas signées de sa main. Un tel déficit d'autorité ne peut être accepté en temps de guerre (bien qu'il ne souhaite apparemment pas s'imposer dans cette fonction)¹¹. Il est par conséquent nommé

⁹ B. BEYENS, *Un diplomate...*, *op. cit.*, p. 29-35.

¹⁰ Le roi Albert confie le 22 juin 1915 à Charles de Broqueville regretter que Davignon se sente « humilié » par son remplacement (Roi à Charles de Broqueville, 22 juin 1915, n° 429, in Marie-Rose THIELEMANS, Émile VANDEWOUDE, *Le Roi Albert au travers de ses lettres inédites. 1882-1916*, Bruxelles, Office international de librairie, 1982, p. 588-590). Quelques jours auparavant, le 5 juin, le Roi sortait d'un entretien avec de Broqueville, où il tient Beyens pour un « bon diplomate » (Note du Roi, 5 juin 1915, in M.-R. THIELEMANS, *Albert I^{er}. Carnets et correspondance de guerre 1914-1918*, Paris-Louvain-la-Neuve, Duculot, 1991, p. 201).

¹¹ Note de Jules Van den Heuvel, 14 août 1915 (Archives du Palais royal, Papiers baron Van der Elst, n° 122) citée dans Emmanuel GERARD, « De omstreden benoeming van baron Eugène Beyens tot minister van Buitenlandse Zaken. Koning Albert en de crisis van de Belgische oorlogsregering in 1915 », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 92, 2014, p. 468-469, ce dernier article étant à la fois un texte précieux quant à la compréhension de l'interaction entre droit public et autorité politique ou pouvoir du Roi et indépendance gouvernementale. Travail minutieux, il peut faire songer aux études réalisées des années 1970 aux années 1990 par Henri Haag, attentif à la théorisation, à la modélisation en histoire des relations internationales (modèles de Dahl, de Duroselle, etc.) et à l'application de certaines méthodes de la science politique à la recherche historique par le recours à l'analyse contrefactuelle. Au sujet de cette méthode d'analyse longtemps décriée, surtout en France, voir l'ouvrage voué à devenir classique : Quentin DELUERMOZ, Pierre SINGARAVÉLOU, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus*, Paris, Seuil, 2016 (coll. « UH »).

membre du Conseil des Ministres le 30 juillet suite à la signature d'un texte à effet rétroactif. Il est enfin nommé ministre des Affaires étrangères, poste qu'il occupe du 18 janvier 1916 au 4 août 1917¹². Beyens, que certains souhaitaient affecter à Londres – où sera envoyé Paul Hymans – n'ignore pas les doutes qu'il suscite dès l'été 1915¹³.

Nous ne proposons pas d'écrire la biographie d'un diplomate, ni même un «biographème», pour reprendre l'expression de Roland Barthes, mais bien d'éclairer une problématique déjà connue des historiens belges, à l'aune d'archives manuscrites inédites de première main et dont l'exploitation pourrait être utile à une étude en histoire des relations internationales portant sur les positions relatives et respectives d'Eugène Beyens (ministre des Affaires étrangères *de facto*) et de Paul Hymans (ministre de Belgique envoyé à Londres) dans le processus décisionnel de la politique étrangère de la Belgique en temps de guerre. Nous avons pris le parti – car l'histoire est fort souvent affaire de «choix» – de sous-tendre cette correspondance, ces rapports épistolaires, d'une thématique qui occupe alors beaucoup d'esprit : *la propagande ambitionnant de restaurer l'image de la Belgique à l'Étranger*.

Paul Hymans : le point de gravité de la propagande

Cette question a été l'objet de plusieurs travaux bien qu'aucune étude récente ne s'y soit à nouveau intéressé. Quant au rôle joué par Paul Hymans dans le cadre de ces missions de propagande, il est pour ainsi dire inconnu des historiens. Le relatif désordre qui règne dans le Fonds Paul Hymans (déposé aux archives de l'Université libre de Bruxelles) doit partiellement expliquer ce constat de carence. Bien qu'un récent frémissement historiographique dans le sens d'un renouveau des études sur Hymans soit observable (et bien que celles-ci aient toujours été peu nombreuses), cet aspect de son parcours n'a pas été évoqué, que ce soit sous la plume de ses historiens ou d'Hymans lui-même¹⁴.

¹² Sur les aléas de la nomination de juillet 1915, nous renvoyons à Henri HAAG, *Le comte Charles de Broqueville, Ministre d'État, et les luttes pour le pouvoir (1910-1940)*, t. I, Louvain-la-Neuve/Bruxelles, Collège Érasme/Nauwelaerts, 1990, p. 355-358, et, surtout à l'article d'E. GERARD, *op. cit.*, p. 435-474.

¹³ En témoignage, par exemple, une longue missive qu'il destine à Charles de Broqueville, qui ne lui avait pas fait mystères de ces questionnements autour de son nom, écrite sans doute dans la seconde partie du mois de juillet 1915 (citée dans E. GERARD, *op. cit.*, p. 464-465).

¹⁴ L'historiographie récente relative à Paul Hymans peut être ramassée comme suit : M. DUMOULIN, «Paul Hymans, de la guerre au crépuscule de l'Europe de Versailles», in M. DUMOULIN, C. LANNEAU (dir.), *op. cit.*, p. 155-176 ; Vincent GENIN, «Paul Hymans, la Belgique et les affaires internationales (1914-1927). Un homme et un État dans la 'hiérarchie'», in Anne-Sophie NARDELLI-MALGRAND, Albane PIALOUX (dir.), *Actes du colloque international de Paris. L'arbitre de l'Europe. Fixer, penser, contester les hiérarchies politiques en Europe* (à paraître en 2018, chez P.I.E.-Peter Lang, coll. EHNE, n° 1) ; Paul-F. SMETS, *1865-1941. Paul Hymans, un authentique homme d'État*, Bruxelles, Racine, 2015, consacre un travail utile, mais très généraliste, dont nous avons dressé une recension critique pour

Que retenir à son sujet ? Fils du romancier et historien libéral Louis Hymans, Paul (1865-1941) baigne dans le culte précoce d'Ernest Renan. Après des études de droit à l'Université libre de Bruxelles, devenu journaliste, élu libéral à la Chambre des représentants dès 1894, il se frotte à toutes les questions de son temps. Le 2 août 1914, il participe au Conseil de la Couronne qui rédige la réponse négative à l'ultimatum allemand. D'août à octobre, il contribue à la mission belge aux États-Unis visant à sensibiliser l'outre-Atlantique au sort de son pays, dont la neutralité a été violée le 4 août. En 1915, le Gouvernement belge en exil à Sainte-Adresse le nomme ministre plénipotentiaire à Londres. Il obtient le maroquin des Affaires étrangères le 1^{er} janvier 1918 et le conserve jusqu'au 28 août 1920. Paul Hymans est un des acteurs de la Conférence de la Paix de Versailles au sein de la délégation belge. Ses premiers engagements sont rapidement accomplis. Il obtient pour la Belgique la libération de ses dettes de guerre et une priorité de réparations de deux milliards et demi de francs belges. Il contribue aussi à l'abrogation de la neutralité imposée de la Belgique, à laquelle il rallie le roi Albert I^{er}. Il est également un protagoniste de l'accord militaire secret signé entre Bruxelles et Paris en 1920. Cet affranchissement de la neutralité est confirmé en 1921 par la naissance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et est entériné à Locarno en 1925.

Ministre plénipotentiaire de la Belgique à Londres nommé en février 1915, il devient ministre sans portefeuille du Gouvernement le 18 janvier 1916, non sans conserver sa charge londonienne. Après avoir passé trois mois à la tête du nouvellement créé Ministère des Affaires économiques (1917), Hymans succède à Charles de Broqueville à la tête du département des Affaires étrangères, le 1^{er} janvier 1918. Il occupe donc le poste duquel Eugène Beyens avait démissionné en août 1917 suite à un désaccord avec le Roi, qu'il n'avait pas consulté à l'occasion de la remise d'une note belge au Quai d'Orsay, destinée *in fine* à présenter aux États-Unis la position commune des Alliés.

Georges Lorand: un commis-voyageur hors-cadre

Enfin, après Beyens et Hymans, un troisième protagoniste de ces lettres est Georges Lorand. Brossons-en rapidement les grands traits. Né à Namur en 1860 et décédé à Aix-les-Bains en 1918, il suit des études secondaires à Bruxelles puis s'inscrit à l'Université de Bologne à l'âge de dix-sept ans, afin de suivre un *cursus* de droit (pour lequel cette institution possède une réputation mondiale et historique). Il se rapproche

le moins réservée, *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 96, 2016/2, p. 521-524. Quant à Robert FÉNAUX, *Paul Hymans, un homme, un temps (1865-1941)*, Bruxelles, Office de la Publicité, 1946 (fouillé mais apologétique) et Paul HYMANS, *Mémoires* (publiés par Frans VAN KALKEN et John BARTIER), 2 vol., Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, 1958), il s'agit de deux publications fondamentales mais dans lesquelles la question qui nous préoccupe est quasi absente.

à cette époque de milieux anarchistes roumain et bulgare – tandis que ces deux nationalités font la une de l'actualité européenne. Doit-on y déceler un élément d'explication à son affinité pour ces populations et, par conséquent, les missions qu'il mène dans ces pays durant le conflit? Sans aucun doute. Au demeurant, Lorand est reconnu pour être un des italophiles les plus distingués de son époque. Une de ses coquetteries étant de parcourir la Péninsule en épousant les différents accents de chaque région, sans jamais n'être démasqué en tant qu'étranger. Docteur en droit, revenu en Belgique, il collabore avec l'avocat et homme d'État libéral de gauche Paul Janson, à la tendance politique duquel il restera toujours fidèle. Rédacteur en chef de *La Réforme* en 1884, député libéral de Virton élu en 1894, il est un des rares hommes politiques belges à s'être publiquement opposé au projet colonial du roi Léopold II et peut être considéré comme un fervent défenseur des nationalités d'Europe centrale¹⁵. Sa connaissance hors-norme de l'Italie, de la Péninsule balkanique, des milieux de presse et le libéralisme partagé avec Hymans et Beyens contribueront à faire de ce profil singulier de l'histoire de Belgique un acteur de premier plan de la propagande belge à l'étranger durant la Première Guerre mondiale.

II. La source : lettres privées et instructions officielles

Il convient de relever plusieurs données relatives à la source que nous publions ci-dessous. Tout d'abord, il ne s'agit pas à proprement parler d'une correspondance, dans le sens où nous ne présentons que les lettres d'Eugène Beyens adressées à Paul Hymans et non les missives de ce dernier. Nous ne les avons guère trouvées dans le fonds Paul Hymans, hormis quelques brouillons, tandis qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de fonds d'archives «Eugène Beyens» accessible au public¹⁶. Des documents relatifs à notre questionnement sont toutefois déposés aux Archives du Palais royal (Fonds Cabinet Albert I^{er}, 1914-1918), aux Archives générales du Royaume (Fonds Jules Van den Heuvel, Schollaert-Helleputte et Charles de Broqueville), au KADOC (Fonds Aloys Van de Vyvere) ou aux Archives diplomatiques du SPF Affaires étrangères (SPFAE).

¹⁵ Malheureusement, aucun travail spécifique n'existe à son propos, ne serait-ce qu'une biographie scientifique. Michel Dumoulin avait toutefois été intéressé par ce personnage: Jules DESTRÉE, *Souvenirs des temps de guerre*, édition annotée par M. DUMOULIN, Louvain-la-Neuve/Louvain, Collège Érasme/Nauwelaerts, 1980, p. 22-23. Voir aussi: Nathaniel Lauwers, *Georges Lorand (1860-1918) : een transnationale progressieve liberaal*, mémoire de master inédit en histoire, VUB, 2015-2016.

¹⁶ Un ouvrage de 1981, écrit par le fils d'Eugène Beyens, exploite régulièrement des documents émanant d'«Archives Beyens» qui, non sans que le propos de l'auteur à ce sujet soit quelque peu évasif, étaient alors – le sont-ils encore? – en possession de l'auteur/ de la famille de l'auteur (B. BEYENS, *Un diplomate...*, *op. cit.*, p. 10-11).

Celles-ci ont en grande partie été exploitées par nos prédécesseurs, que nous citons.

Toutefois, il est permis de déceler dans la plupart des courriers de Beyens de nombreuses allusions au contenu des lettres de son subordonné, installé outre-Manche. Il s'agit donc de « Lettres » et non d'une « Correspondance »¹⁷. Il convient toutefois d'établir ici la difficulté qu'éprouverait l'historien des relations internationales à publier une correspondance en bonne et due forme. En effet, les Correspondances politiques déposées au SPFAE, aux ressources infiniment riches, pousseraient toutefois le chercheur non-averti à penser qu'il y trouvera les courriers envoyés par les agents en poste à l'étranger à leur ministre, non sans que les missives/instructions de celui-ci ne soient également déposées dans le même portefeuille. Or, il n'en est rien. Ce serait là une situation idéale sur le plan heuristique. Malheureusement, les lettres émanant du chef du département ne sont pour ainsi dire jamais déposées (il faut alors se référer aux potentiels fonds d'archives privées du ministre). Doit-on à la rigueur se contenter des notes, brouillons ou indications marginales rédigées le plus souvent par le secrétaire général des Affaires étrangères (le baron François Lambermont ou Fernand Vanlangenhove) ou le directeur général des Affaires politiques ? Dans ces fonds du département, nous ne trouverons aucune correspondance réellement « privée », à l'exception de certains dossiers de carrière d'agents actifs au cours du XIX^e siècle¹⁸. Le *Bulletin de la Commission royale d'Histoire* a publié de ces correspondances « unilatérales », prouvant que la question n'est pas propre au cadre belge. En témoignent les travaux de Robert Demoulin publiés en 1934 et 1935 sur la perception de la Révolution belge de 1830 au sein de divers Cours d'Europe ou dans le regard des consuls anglais en poste en Belgique¹⁹. En revanche, il est possible de reconstituer certaines correspondances privées ne relevant pas de la politique étrangère, dans la mesure où il a été permis de faire dialoguer deux fonds d'archives (chacun se référant à un épistolier) ou un seul, dans la mesure où le correspondant le plus jeune a pu, comme cela se faisait jadis, récupérer les lettres qu'il avait adressées à son aîné, une fois celui-ci décédé²⁰.

¹⁷ Telle fut par exemple la forme adoptée par Bryce et Mary LYON, *The Birth of Annales History: The Letters of Lucien Febvre and Marc Bloch to Henri Pirenne (1921-1935)*, Bruxelles, Commission royale d'Histoire, 1991 (in-8°, XLII).

¹⁸ V. GENIN, « Recrutement et réseaux des représentants diplomatiques belges auprès du royaume d'Italie (1861-1911) », in M. DUMOULIN, C. LANNEAU (dir.), *La biographie ...*, *op. cit.*, p. 131-154.

¹⁹ Robert DEMOULIN, « La Correspondance des Consuls anglais en Belgique, pendant la Révolution de 1830 », *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, t. XCVIII, IV^e bulletin, Bruxelles, Lamertin, 1934, p. 417-534; ID., « Documents relatifs à la Révolution belge de 1830 », *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, t. XCIX, 1^{er} bulletin, Bruxelles, Lamertin, 1935, p. 9-78.

²⁰ Tel fut sans doute le cas du Fonds d'archives du juriste, professeur de droit international et homme d'État belge/européen Fernand Dehousse (1906-1976), dont les papiers ont été déposés aux *Historical Archives of the European Union*, à Florence, et qu'il nous

Ensuite, précisons qu'il s'agit de courriers de nature privée et non des rapports relevant de la Correspondance politique ou d'instructions ministérielles officielles, à en-tête du Ministère des Affaires étrangères. Ces documents privés, mais qui ont dû *faire office* d'instructions, n'ont jamais fait partie du fonds Paul Hymans. Ils avaient été confiés peu après son décès (1941) à des proches du ministre en exil à Londres Marcel-Henri Jaspar (1901-1982), lui-même admirateur d'Hymans, auquel nous avons consacré nos premières recherches²¹. Ces mêmes proches nous ont transmis ces archives. Elles sont actuellement en notre possession, consultables sur demande et seront prochainement versées soit aux Archives générales du Royaume, soit aux Archives diplomatiques du SPFAE, dont un prochain transfert des fonds vers les AGR est à l'ordre du jour des prochaines années. Ajoutons que ces documents manuscrits sont des originaux dont nous ne connaissons aucune copie et dont nous n'avons constaté l'exploitation dans aucune étude scientifique. Les courriers sont édités dans leur intégralité, à quelques exceptions près. Nous avons en effet dérogé à cette règle (voir par exemples les pièces n° 5 et 6) dans les cas où les parties soustraites sortaient nettement du cadre de l'objet de cette édition. La publication de plusieurs passages relatifs à des questions strictement privées ou n'étant liées de près ou de loin aux «affaires» belges et internationales n'est apparue ni congrue ni pertinente mais, au contraire, déroutante et hors-sujet. Cette opération ne privera en aucun cas le lecteur d'un sens quelconque ni même du suc de ces échanges. La sélection des documents a respecté le critère suivant, qui est simple : qu'il y soit fait mention des activités de propagande belge à l'Étranger.

Au-delà de ces précisions d'ordre externe, il convient de préciser sur un plan relevant davantage de la critique interne que nous ne publions pas l'ensemble des lettres de Beyens à Hymans dont le corpus, que nous connaissons du moins, court de 1915 à 1920. Beaucoup de questions sont traitées dans ces échanges, avec sincérité – la correspondance privée et interpersonnelle étant un gage convaincant, bien que non-exclusif, d'une certaine sincérité – mais il nous a fallu, dans le cadre matériel imposé par une contribution scientifique, opérer un choix d'ordre intellectuel. Quel a été le moteur de celui-ci ? Depuis plusieurs années, nous avons été amené à nous intéresser aux divers avatars de la propagande belge à l'étranger durant la Première Guerre mondiale, plus particuliè-

a été permis d'exploiter exhaustivement dans le cadre de notre thèse de doctorat. Ainsi, nous y retrouvons la correspondance (courrier rentrant/sortant) entretenue entre Fernand Dehousse et Ernest Mahaim. Pourquoi ne pas citer, par ailleurs, la correspondance Henri Pirenne-Godefroid Kurth, relativement «équilibrée» : Pierre RION, «La correspondance entre Godefroid Kurth et Henri Pirenne (1880-1913)», *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, CLII, (1984), p. 147-255.

²¹ V. GENIN, *L'ambassade de Belgique à Paris à l'époque de Marcel-Henri Jaspar (1959-1966). Activités, réseaux et opinions*, 2 vols., Mémoire de master en Histoire, ULg, 2011-2012, 518 p.

rement auprès des pays neutres. Le premier à s'être penché sur le sujet en Belgique est Michel Dumoulin, dès 1977. Il y consacra plusieurs articles²². En France, à la même époque, Jean-Claude Montant s'intéresse à des questions similaires²³. Cette dynamique nourrit l'intérêt manifesté vers 1980 par des historiens français, belges et italiens autour de la problématique de l'interaction entre l'opinion publique et la politique étrangère²⁴. Plusieurs mémoires de licence/master ont été défendus dans les années 1980-1990, pour leur ensemble à l'Université catholique de Louvain, autour de cette problématique de la propagande²⁵. Toutefois, ces excellentes recherches – et il faudrait en mener d'autres, sur la propagande diffusée en Scandinavie par exemple²⁶ – ont surtout porté leur focus sur les protagonistes de cette propagande et non forcément, sans doute faute de documents alors accessibles, sur ceux qui en étaient les principaux incitateurs, dont Eugène Beyens²⁷.

²² M. DUMOULIN, «La propagande belge dans les pays neutres au début de la Première Guerre mondiale (août 1914-février 1915)», *Revue belge d'Histoire militaire*, XXII-3, septembre 1977, p. 246-259; ID., «La propagande belge en Italie au début de la I^{re} Guerre mondiale (août-décembre 1914)», *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, XLVI-XLVII, 1976-1977, p. 335-367; «La propagande belge en Italie: de l'automne 1916 à l'immédiate après-guerre», *La Belgique, L'Italie et le Saint-Siège. Numéro spécial de la revue Risorgimento, 1914-1919*, Bruxelles, 1979, p. 59-69. Et, bien entendu, du même auteur: J. DESTRÉE, *Souvenirs...*, *op. cit.*

²³ Jean-Claude MONTANT, *La propagande extérieure de la France pendant la Première Guerre mondiale. L'exemple des neutres européens*, Thèse en Histoire, Paris I, 1987-1988.

²⁴ Trois volumes issus de colloques organisés par l'École Française de Rome en font état et recouvrent la période courant de 1870 à 1981. Retenons pour notre cas: *Opinion publique et politique extérieure en Europe. I. 1870-1915. Actes du colloque de Rome (13-16 février 1980)*, Rome, EFR, 1981.

²⁵ Ana FERRER, *La propagande belge en Espagne pendant la Première Guerre mondiale*, Mémoire de licence en Histoire, UCL, 1986-1987; Véronique REICHLING, *La propagande belge en Suisse durant la Première Guerre mondiale*, Mémoire de licence en Histoire, UCL, 1992-1993; Nathalie JANNE D'OTHÉE, *Firmin Van den Bosch en Égypte (1910-1929)*, Mémoire de licence en Histoire, UCL, 2003-2004 (partie concernant ses missions de propagandes).

²⁶ Il serait bon qu'un historien se penche sur la propagande belge menée en Scandinavie, autour de 1914-1915, notamment par le biais de la baronne Victor Horta (Julia de son prénom), épouse de l'architecte bien connu. Nous savons qu'Eugène Beyens était en contact avec celle-ci. Nous retrouvons, dans le cas scandinave, des traits sensiblement similaires à ceux que l'on peut percevoir en Suisse, à la même époque, en matière de germanophilie: lorsque M^{me} Horta arrive à Göteborg, le 29 juillet 1915, un constat s'impose à elle: «La Suède était fortement travaillée par la propagande allemande; personne n'y croyait aux horreurs perpétrées en Belgique; c'est tout juste si, dans l'ensemble, on ne nous reprochait pas de nous être mis en travers des armées marchant vers la France» (Baronne J. HORTA, *Pour la Belgique. Souvenirs vécus 1914-1918*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1957, p. 18).

²⁷ Voir aussi: V. GENIN, «Propaganda at Home (Belgium)», *1914-1918online. International Encyclopedia of the First World War* (à paraître en 2018).

III. Édition des pièces d'archives

1. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 1^{er} août 1915

Mon Cher Ministre,

Ce n'est qu'hier, à mon retour de La Panne, que j'ai pu prendre connaissance de votre lettre du 28 juillet²⁸. Vous dire que j'en ai été profondément touché, ce serait rester bien au-dessous de la vérité. Je vous en remercie de tout cœur et je compte à la fois sur votre collaboration et sur votre concours qui me seront grandement nécessaires. Mais je crains que vous ne vous abusiez sur les services que je puis rendre, que je désirerais surtout rendre à notre cher pays. Votre confiance me fait peur. Je m'efforcerai de la mériter, n'étant nullement certain d'y réussir.

À peine arrivé, je suis aux prises avec mille difficultés. La plus grave pour le moment consiste dans la publication par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* de la correspondance politique des ministres belges à l'étranger, oubliée à Bruxelles lors du départ pour Anvers²⁹. Comment cet oubli s'est-il produit? Tout simplement, je crois, par la trop grande latitude laissé aux Directeurs, Chefs des différents services, et par le

²⁸ Lettre relative à sa désignation, officielle au 26 juillet, comme ministre d'État. Jules Destrée nous a laissé un portrait de Beyens, daté du 1^{er} novembre 1915: «Le 'ministère des Affaires étrangères' est installé dans une petite villa non loin du grand bâtiment Dufayel, pompeusement étiqueté 'Palais des Ministres'. J'ai, en entrant dans la modeste maison, une impression apitoyée pour la détresse de mon pauvre pays en exil, réduit à suppléer par des mots et des titres son manque de 'décorum'. Le baron Beyens est âgé déjà. La masse de la tête rappelle un peu celle de mon père mais sans la malice bonhomme qui faisait parfois pétiller ses yeux. Le ministre est distingué, fatigué, et presque éteint. Il m'accueille cordialement, sans emphase, me remercie de mon livre, me rappelle qu'il m'a envoyé le sien. On cause ainsi entre confrères. Je lui dis que son livre m'attend à Rome [Eugène Beyens, *La neutralité belge et l'invasion allemande*, paru à Paris en 1915] mais qu'on m'en a déjà parlé, que je sais qu'à son avis les causes de la guerre sont politiques et non économiques. Et sur cette observation, il part dans un exposé assez intéressant mais long que j'écoute avec politesse, mais en me demandant si vraiment c'est pour cela qu'il m'a fait venir de Rome [...]. Je sors en emportant l'impression d'un homme intelligent et courtois, mais je n'ai pas trouvé chez lui l'initiative, la volonté et l'énergie que j'espérais, et dont nous avons tant besoin» (J. DESTRÉE, *Souvenirs ...*, op. cit., p. 226-228).

²⁹ Il s'agit du principal sujet de préoccupation de Beyens, aux débuts de son maroquin ministériel. Il parle, non sans ironie, de «don de joyeux avènement fait par nos ennemis». Les articles de la *Norddeutsche Zeitung* sont en outre «enrichis», dès le mois de septembre 1914, de la publication d'une brochure, sous les auspices de l'*Auswärtiges Amt*, renfermant plus d'une centaine de rapports diplomatiques, courant de 1905 à juillet 1914. Une douzaine de rapports sont signés par Beyens, tandis que d'autres viennent de la plume de son prédécesseur Jules Greindl, plus attaché à une conception pacifiste de l'Allemagne. La liberté de ton de ces rapports ne contribua pas à nuancer la portée de cette publication bien que, à y regarder de près, l'on ne puisse pas précisément accuser Beyens de «complicité» avec l'ennemi de demain. Ce point est évoqué dans B. BEYENS, *Un diplomate...*, op. cit., p. 37-41; 129-132.

manque d'ordres précis du Ministre. Il en est résulté que des négligences inconcevables ont été commises³⁰.

Enfin, le mal est fait et nous allons en subir les conséquences. Je pense que vous feriez bien de prendre les devants et de parler au Foreign Office des appréciations des ministres belges, comme d'un incident regrettable, mais qui ne doit pas altérer la confiance dans les sentiments nourris par tous les Belges pour l'Angleterre et pour son gouvernement. Les représentants de la Belgique à l'étranger ont depuis dix ans toujours redouté le déchirement d'une guerre européenne, sentant bien qu'elle mettrait en péril l'existence de leur patrie. En cela, ils ont tous vu très clair. Ils ont pu se tromper, en croyant que l'Allemagne ne menaçait pas l'indépendance de sa petite voisine et que le danger d'une guerre résidait plutôt dans la rivalité anglo-germanique ou dans les mauvaises relations franco-allemandes, mais ils se sont trompés de bonne foi et sans que leurs sympathies pour l'Angleterre aient été diminuées. J'espère qu'à Londres le gouvernement n'attachera pas d'importance à la publication entreprise aujourd'hui pour semer la défiance entre nos alliés³¹. Je serais heureux si vous pouviez me rassurer sur ce point.

³⁰ Cette allusion à peine voilée suggère une attaque en règle de son prédécesseur aux Affaires étrangères, Julien Davignon, jugé incapable d'assumer ses fonctions, de Jules Greindl, ministre en pose à Berlin auquel on reproche une germanophilie ostensible mais aussi d'Alfred de Ridder, nom moins connu mais toutefois décisif. Alfred de Ridder (1865-1933), à propos duquel un vide historiographique patent est à relever, entre dans la Carrière en 1889. Petit-fils d'un ancien député catholique de Louvain (Théodore Smolders), après des études en droit et en histoire menées à l'Université de Louvain, il gravit les échelons de l'administration centrale, sous l'œil bienveillant de Léon Arendt (dont il héritera une certaine francophobie), jusqu'à conquérir le grade de directeur général en 1918. Après sa démission honorable, en 1930, il devient conseiller historique du département. De l'après-guerre à sa mort, Alfred de Ridder, écrivain prolixe de l'histoire diplomatique de Belgique, est considéré comme l'expert, au département des Affaires étrangères, chargé de démêler les questions relatives aux contentieux fluviaux et territoriaux, dans une perspective historique. Il travaille seul à cette tâche, au sein d'un service des Archives déjà réduit : « Ses attributions ont été largement étendues par les travaux historiques et de droit international que la Direction générale de la Politique lui demande, comme par exemple dans la question de l'Escaut et dans toutes les questions historiques qui se rapportent à la guerre » relève une note de 1930, selon notre estimation. Mais De Ridder est surtout connu pour avoir écrit plusieurs ouvrages relatifs à la neutralité belge dont celui qui nous intéresse plus particulièrement s'intitule *La violation de la Neutralité et ses avocats* (Bruxelles, Albert Dewit, 1926). Ce dernière détricote l'argumentaire allemand – en se basant très majoritairement sur de la documentation d'outre-Rhin –, dans une réfutation déclinée en quatre points : la neutralité belge n'est pas obsolète depuis 1872 et la prétendue expiration de sa reconduction de 1870 ; les Belges n'ont pas trahi leur statut de neutre en se fortifiant davantage contre l'Allemagne au détriment de la France ; les prétendues conventions anglo-belges de 1906 n'ont aucune portée ; la neutralité belge de 1914 n'était pas un obstacle à l'Allemagne (Note de Léon Arendt, 16 juillet 1889 ; *Le Soir*, 31 mai 1933 ; *États de service*, s.d. ; Note du MAE, s.d. (1930 ?) [ASPF AE, PI n° 237 Alfred De Ridder]).

³¹ Le terme « Alliés » n'est pas précisément idoine. La Belgique est neutre et n'entre par conséquent dans aucun système d'alliance. Elle est un belligérant, parmi d'autres.

M. Waxweiler³² vous aura sans doute entretenu de l'enquête économique demandée aux Légations. Il m'a semblé indispensable d'introduire quelque unité dans ces différentes enquêtes et de fixer un programme de questions, dont les comités qui se créeront à l'étranger ne devront pas s'écarter³³. Je pense que vous serez de mon avis.

Encore une fois, merci pour votre lettre. Vous pouvez compter sur moi, comme je compte sur vous et vous me permettrez de faire appel à votre jugement, chaque fois que j'en aurai besoin, – n'est-il pas vrai?

Votre très sincèrement dévoué,

Beyens

2. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 11 août 1915

Mon Cher Ministre,

Je n'ai pas réussi ces jours derniers à trouver le temps de vous écrire, pour vous remercier de vos rapports si intéressants et si vivants et de vos lettres particulières. Je puis enfin aujourd'hui répondre à la dernière, du 7 août, relative à la publication des documents diplomatiques laissés à Bruxelles.

Cette affaire a été «ma joyeuse entrée», au Département. Le gouvernement français ne s'est pas ému heureusement des critiques injustes de nos diplomates. La presse française jusqu'à présent garde le silence. En ce qui me concerne, je m'attends à avoir l'honneur d'être sur la sellette à la fin de la publication, quand elle sera arrivée aux années 1913, 1914. Je n'ai pas donné le même son de cloche que Greindl³⁴ mais tout de même, en cherchant avant tout à rester impartial, j'ai dit librement ce que je pensais des hommes et des événements et ce ne sera pas pour moi un plaisir d'être livré en pâture aux discussions de la presse et des particuliers.

³² Né en 1867 et décédé en 1916, Émile Waxweiler, sociologue, a été directeur de l'Institut de Sociologie Solvay de l'Université libre de Bruxelles durant les années précédant la Première Guerre mondiale. Conseiller proche et même «ami» du roi Albert I^{er}, il a été à plusieurs reprises son émissaire privilégié, jusqu'à son décès, chargé d'infléchir l'opinion publique suisse dans le sens d'une compréhension de la cause de la Belgique neutre et violée (Ernest MAHAIM, «Émile Waxweiler», *Biographie nationale*, t. XXVII, 1938, col. 136-145).

³³ Nous abordons plus loin la question des comités économiques.

³⁴ Jules Greindl (1835-1917), diplomate, a surtout été l'inamovible ministre de Belgique à Berlin de 1888 à 1912, proche de Léopold II depuis les années 1860 et ami intime du baron Lambertmont, avec lequel il partage une germanophilie certaine (Jacques WILLEQUET, «Jules Greindl», *Biographie nationale*, t. XXXVII, 1971, col. 373-375). De manière plus générale, voir: Rik COOLSAET e.a., *Buitenlandse Zaken in België: geschiedenis van een ministerie, zijn diplomaten en consuls van 1830 tot vandaag*, Tielt, Lannoo, 2014 et R. COOLSAET, Vincent DUJARDIN, Claude ROOSENS, *Les Affaires étrangères au service de l'État belge. De 1830 à nos jours*, Bruxelles, Mardaga, 2014.

À qui devons-nous cette humiliation, qui a suivi de trop près la publication du rapport Ducarne³⁵? À un défaut d'organisation du Département, à un manque de direction, à une sorte d'anarchie administrative. M. Arendt³⁶, représentant du Département à la commission dite « de la mobilisation civile » avait décidé, – bien avant la guerre, – que seuls les dossiers confidentiels devaient être emportés. Ailleurs, c'eût été au Ministre de prendre cette décision. On a emporté tous les dossiers relatifs aux affaires congolaises, aux vieux traités de 1839, et on n'a enlevé aucun dossier renfermant la correspondance politique! Par le zèle d'un agent subalterne qui disposait d'un automobile [sic], les volumes de cette correspondance reliée et déposée aux archives jusqu'à l'année 1905 ont pu être soustraits à la curiosité allemande; c'étaient justement ceux qui présentaient le moins d'intérêt. Les fonctionnaires restés à Bruxelles, Capelle³⁷, de Ridder, s'imaginaient que les Allemands ne forceraient pas la porte du Ministère, – après avoir forcé celles de la Belgique!

J'arrive à la fascination exercée, à ce que vous croyez, sur nos représentants à l'étranger par l'Allemagne et qui éclate dans leur correspondance. Il n'y a pas eu de fascination de ce genre. Au Département des Affaires étrangères, après avoir professé un véritable culte pour le B^{on} Lambermont³⁸, on s'est rallié après sa mort (et même avant) autour d'un autre grand homme, le B^{on} Greindl, on l'a écouté sur tout comme un

³⁵ Publié dans les articles précités de la *Norddeutsche Zeitung*, il s'agit en fait du fruit des conversations entre le chef d'état-major de l'armée en 1906, le général Ducarne, et l'attaché militaire britannique détaché auprès de la légation britannique à Bruxelles, le colonel Barnardiston. Ces simples entretiens ont été transformés dans la propagande allemande, en « Conventions anglo-belges », par lesquelles la neutralité de la Belgique aurait été violée bien avant 1914. Or, ces conversations ne peuvent en aucun cas être entendues comme des « conventions », textes dûment signés par au moins deux gouvernements (Jacques WULLUS-RUDIGER, *La Belgique et l'Équilibre européen*, Paris, Berger-Levrault, 1935).

³⁶ Léon Arendt (1843-1924), entré dans la Carrière en 1871, d'origine rhénane, a été le directeur général de la Politique du Ministère des Affaires étrangères de 1896 à 1912. Fils du juriste Guillaume Arendt, il a lui-même consacré plusieurs écrits au droit des gens ou, plus généralement, aux grandes questions internationales (Marie-Thérèse BITSCH, *La Belgique entre la France et l'Allemagne 1905-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 249-250; H. HAAG, « Le mémoire de Léon Arendt et les Conseils des Ministres d'août 1914 », *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, t. CLXXIV, 2008, p. 167-257).

³⁷ Le baron Léon Capelle occupe dès 1896 la Direction générale du Commerce du Ministère des Affaires étrangères. Il est réputé pour sa discrétion et son sens inné de la diplomatie (*Ibidem*).

³⁸ Le baron François Lambermont (1819-1905) a occupé de 1861 à son décès la fonction de secrétaire général du département des Affaires étrangères, qu'il a véritablement incarné durant cette période. Voir J. WILLEQUET, « François Lambermont », *Biographie nationale*, t. XXXV, 1969-1970, Bruxelles, Bruylant, col. 503-516. Il est utile de souligner que, dans un ouvrage publié en 1923, le baron Beyens ne glissera aucune critique à l'égard de Lambermont, ami proche de son père, dans un portrait qui ressemble manifestement à un panégyrique dressé à ce « héros civil ». L'aigreur du temps de guerre s'était-elle dissipée? : E. BEYENS, *La Belgique pendant la Guerre*, Bruxelles, Albert Dewit, 1923, p. 193-224 (recueil d'articles parus en France en 1921, dans la *Revue de Paris*). Question subsidiaire: Lambermont étant décédé en 1905, pourquoi Beyens l'inscrit-il dans un volume relatif à

oracle, suivant l'usage, on a communiqué ses moindres rapports aux autres chefs de mission. Ceux-ci, subissant l'influence de ce despote, ont imité sa manière de voir, accepté sa direction, emboîté le pas derrière lui en disciples fidèles. Voilà l'explication exacte de cette uniformité de vues et presque de ton extraordinaire chez tous nos diplomates dont les écrits sont publiés.

Que faut-il penser de Greindl et de ses rapports qui nous paraissent aujourd'hui, à la lumière des événements actuels, lamentables et même révoltants³⁹?

Il avait beaucoup de science et de méthode ; une question d'économie politique, de commerce, de chemin de fer, de législation, de jurisprudence, était traitée par lui avec une rare compétence et avec un soin admirable. Mais ses jugements en politique ont toujours été faussés par sa sympathie ou des préventions inexplicables. Pourquoi détestait-il tant la France et l'Angleterre qui ne lui avaient rien fait et où il n'avait jamais résidé⁴⁰? C'est un mystère. Ce que le Gouvernement n'aurait pas dû supporter, c'est qu'un agent accrédité à Berlin, au lieu de lui parler de l'Allemagne, consacrant de longs, de trop longs rapports à des critiques de pays qu'il ne connaissait pas. Il y avait là un abus auquel il faudra remédier à l'avenir. Quand Greindl écrivait d'un ton doctoral: *Il n'y a pas un Français qui ne songe à la revanche* (ce qui était absolument faux), on aurait dû lui écrire de Bruxelles: *Qu'en savez-vous? Abstenez-vous de pareils jugements et parlez-moi des sentiments du peuple*⁴¹.

1914-1918 et dans lequel il contraste nettement avec les autres (en témoigne le fait qu'il ait été rejeté en fin de volume)? Faut-il croire qu'il tenait particulièrement à cette publication?

³⁹ La véritable ire qu'inspire Greindl ou Lambermont chez Beyens est pour le moins tenace, et ne manquera pas d'étonner Jules Destrée, après un entretien qu'il eut avec le ministre en octobre 1915: «[Beyens:] Ah! Oui! Parlons-en. Ne vous semble-t-il pas que cette germanophilie de nos agents ait été vraiment extraordinaire, et êtes-vous sûr qu'il n'en reste rien? Pour qui connaissait notre personnel, cela s'explique assez facilement, croyez-moi. L'originalité n'est pas la qualité d'un diplomate, tous s'appliquent au contraire à être conforme, à suivre un modèle qu'on leur a représenté comme parfait. Nous avons eu ainsi tout le temps des fétiches. Ce fut jadis le baron Lambermont, après lui, le baron Greindl. Lorsqu'on demandait à celui-ci un rapport sur un sujet déterminé, on obtenait toujours un travail excellent, précis, documenté, qu'on communiquait comme un exemple aux autres légations. Or, le baron Greindl avait eu confiance dans les volontés pacifiques de l'Allemagne et considérait la Triple-Entente comme une entreprise agressive contre cet esprit de paix. Conception sans clairvoyance qui fut adoptée de proche en proche parce qu'elle paraissait aussi éloignée que les rapports ... La germanophilie était un style. Le style aujourd'hui a changé, c'est très simple. [Destrée:] Oui, c'est en effet très simple. Je ne sais pas si mon interlocuteur se rend compte du procès qu'il vient de faire de ses collègues. Il ne paraît pas y avoir mis d'ironie ... » (J. DESTREE, *Souvenirs ...*, op. cit., p. 228).

⁴⁰ Cette petite information certes de détail, mais qui est toutefois destinée à renforcer l'argumentaire de Beyens, est partiellement corrompue. Si Greindl n'a jamais occupé de poste à Londres, en revanche, au tout début de sa Carrière, il a exercé des fonctions à Paris, auprès de la légation de Belgique.

⁴¹ Nous mettons en italique.

Le Gouvernement de l'Allemagne plaisait à son esprit religieux et conservateur ; la société de Berlin qui le choyait beaucoup l'avait conquis à ses idées. Il a été comblé dans son pays de dignités et d'honneurs. Mon père⁴², qui avait beaucoup plus de jugement, de tact et de finesse, avait reçu, vingt ans avant sa mort, la plaque de Grand-Officier de l'Ordre de Léopold. On n'a jamais songé à lui donner autre chose. Il est vrai qu'il écrivait trop peu.

Voilà, mon Cher Ministre, ce que je pense de cet incident désagréable, dont il ne faut pas, d'ailleurs, exagérer les conséquences et dont on ne parlera bientôt plus, je l'espère. Les journaux neutres ont très bien fait ressortir les conclusions à tirer de cette divulgation maladroite : nos chefs de mission avaient une trop grande confiance dans la loyauté allemande et en tapant à tour de bras sur la France et sur l'Angleterre, eux, les confidents de leur gouvernement, ils fournissaient, sans s'en douter, une preuve de plus qu'il n'existait aucune alliance belgo-britannique.

J'espère être bientôt avisé par vous de la constitution à Londres du comité chargé de collaborer à la solution du problème économique qui s'imposera à notre attention après la guerre⁴³. Les membres du gouvernement veulent que les comités à Londres, Paris, La Haye et St Pétersbourg, soient nommés par arrêté royal. Cela me semble excessif mais [l']idée s'est logée dans quelques cerveaux ministériels et il n'y a pas moyen de l'en chasser. M. Carton de Wiart⁴⁴ me recommande pour le comité de Londres la candidature de M. Frings⁴⁵, qui a dû être présent à la réunion d'hier à la Légation.

⁴² Le père d'Eugène Beyens, lui-même prénommé ainsi (1817-1894), «après une jeunesse oisive», entre dans la Carrière à près de trente ans. Envoyé à La Haye puis à Madrid, son passage en tant que ministre de Belgique à Paris, de 1864 à 1894, restera surtout dans les mémoires (E. BEYENS, *op. cit.*, p. 13).

⁴³ Ces lettres présentent un intérêt croissant pour la création de «comités économiques» belges installés à Londres, Paris ou Saint-Pétersbourg, à partir de l'été 1915. Selon nous, et cette hypothèse se vérifie à la lecture des lettres n° 4 et 8, ces comités semblent préfigurer une structure que Paul Hymans mettra lui-même sur pied lorsqu'il sera nommé le 13 octobre 1917 à la tête d'un nouveau Ministère, consacré aux Affaires économiques. Sa mission londonienne se termine à ce moment précis. Ce département dont la naissance est vivement souhaitée par le Roi a pour principal objectif de coordonner des initiatives déjà lancées en vue de restaurer l'économie belge après le conflit et de rétablir la politique commerciale. Entouré de proches collaborateurs tels que l'historien liégeois Eugène Hubert, le futur secrétaire du Roi Max-Léo Gérard ou le juriste Maurice Bourquin, il crée un «Conseil consultatif économique» de cinquante-et-un membres. Comme pressenti dans la lettre n° 4, le siège de la première réunion, qui se tient le 14 novembre 1917, est bel et bien Paris. Il s'agit de l'aboutissement d'un projet de fond en cours depuis l'été 1915 dont les deux branches sont d'une part les travaux du Comité de relèvement de l'industrie et du commerce et, d'autre part, les initiatives du baron Capelle, directeur général du Commerce des Affaires étrangères (Paul.-F. SMETS, *op. cit.*, p. 133-134).

⁴⁴ Sans nul doute Henry Carton de Wiart (1869-1951), ministre catholique de la Justice de 1911 à 1918, étant donné qu'il est fait référence, à la ligne précédente *in-texto* aux «cerveaux ministériels». Voir, sur cette période : Henry CARTON DE WIART, *Souvenirs politiques 1878-1918*, 2 t., Bruxelles, Desclée de Brouwer, 1948.

⁴⁵ Non-identifié.

Merci encore, mon cher Ministre, du soin que vous mettez à me renseigner et du zèle patriotique que vous déployez.

Toujours très sincèrement à vous,

Beyens

3. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 15 août 1915

Mon Cher Ministre,

J'ai lu avec le plus vif intérêt votre rapport du 9 août, n° 759, relatant un entretien que vous aviez eu avec Sir Ed. Grey⁴⁶ au sujet du statut international de la Belgique après la guerre. J'en ai donné lecture à M. de Broqueville et au Conseil.

Nous avons appris avec plaisir que Sir Edward Grey, animé des intentions les plus amicales à notre égard, est résolu à tenir compte de ce que nous désirons.

Ce premier coup de sonde donné par vous est excellent. Il reste donc convenu entre le Ministre anglais et vous qu'à l'«heure opportune» vous reprendriez l'examen de cette question et des autres où le sort de la Belgique est impliqué. «Ce serait un peu prématuré maintenant» pensa Sir Edward.

M. de Broqueville⁴⁷ et moi sommes de son avis. Nous voudrions auparavant conférer avec vous sur le problème qui se posera, afin d'assurer l'avenir de notre pays, débarrassé d'une neutralité, dont l'impuissance à le préserver d'une agression étrangère vient d'être prouvée aux yeux de l'Europe comme aux nôtres⁴⁸. Ne pourriez-vous pas, tout au commencement du mois prochain, passer quelques jours au Havre? Vous m'en avez fait la proposition dans une de vos premières lettres et je n'hésite pas à l'accepter. Choisissez la date qui vous conviendra, afin que je puisse en prévenir à l'avance M. de Broqueville.

Je vous exposerai alors la solution à laquelle, après de longues réflexions, je me suis provisoirement arrêté. Vous me ferez vos critiques et peut-être aussi m'apporterez-vous au projet de substituer au mien, car je n'ai aucun amour propre d'auteur. Si nous sommes d'accord, M.

⁴⁶ Sir Edward Grey de Fallodon (Premier Vicomte) (1862-1933), homme d'État britannique de tendance libérale, assume les fonctions de Foreign Secretary, intégrant les fonctions de ministre des Affaires étrangères, de 1905 à 1916.

⁴⁷ Charles de Broqueville (1860-1940), homme politique belge de tendance catholique, occupe les fonctions de Chef de Cabinet puis de Premier ministre, de 1911 à 1918, non sans cumuler le maroquin des Affaires étrangères, de 1917 à 1918, assurant la jonction entre les ministères Beyens et Hymans.

⁴⁸ V. GENIN, «La Belgique, un pays 'neutre' ou un 'petit pays'? La controverse autour du maintien de la neutralité imposée de la Belgique (1914-1919)», *Bulletin d'information du Centre liégeois d'Histoire et d'Archéologie militaires*, n° 138, 2015, p. 25-41.

de Broqueville vous et moi, il nous restera à obtenir l'approbation du Roi et celle du Conseil. Bien entendu l'exécution de ces plans d'avenir dépend de la marche des événements militaires. Mais nous devons avoir pleine confiance dans la restauration de la patrie belge, que nous voulons complète, aussi bien dans son indépendance politique que dans sa liberté économique.

Un point sur lequel je pense que nous serons tous d'accord, c'est qu'il faut éviter après la guerre le danger d'une alliance qui mécontenterait toute une partie de la nation et nous exposerait à de grands risques sous couleur de nous protéger. En résumé, nous devons savoir ce que nous voulons et aussi ce que nous ne voulons pas. J'espère enfin que nos futurs entretiens contribueront à nous fixer là-dessus.

Croyez, je vous prie, mon Cher Ministre, à mes sentiments de sincère amitié.

Beyens.

4. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 18 août 1915

Mon Cher Ministre,

Je réponds à la fois à votre rapport et à votre lettre particulière du 14 août⁴⁹.

J'ai été fort ennuyé, comme bien vous pensez du patronage accordé par M. le Ministre des Chemins de fer⁵⁰ au Congrès économique. Il ne l'a fait, a-t-il dit hier au Conseil des Ministres, qu'après avoir pris l'avis de M. Helleputte⁵¹, qui lui aussi a donné son patronage à la même œuvre. Ces Messieurs pensent que cela ne tire pas à conséquence, mais qu'ils ne peuvent refuser à un ami politique la faveur qu'il leur demande. Impossible de leur faire entendre raison !

Eh! bien donc, puisqu'il en est ainsi, ne nous préoccupons pas de ces patronages individuels. M. Borboux⁵² n'obtiendra certainement pas le patronage officiel du Gouvernement ni les subsides dont il a besoin. M. Van de Vyvere saura défendre sa caisse. Nous sommes obligés, du reste, à une stricte économie.

⁴⁹ Cette mention démontré clairement ce que nous avançons au prélu de cette édition : les instructions officielles se mêlent à la correspondance privée.

⁵⁰ Le ministre des Chemins de Fer est alors le catholique Aloys Van de Vyvere.

⁵¹ Joris Helleputte (1852-1925), homme politique belge de tendance catholique, occupé les fonctions de ministre de l'Agriculture et des Travaux publics au sein du Cabinet de Broqueville, de 1912 à 1918.

⁵² Il s'agit sans doute de Victor Borboux (1863-1919), député catholique de Virton (Paul VAN MOLLE, *Le Parlement belge, 1894-1969*, Gand, Erasmus, 1969, p. 21), que l'on retrouve à Londres, en 1914-1915, avec d'autres personnalités belges, comme Émile Vandervelde. Jules Destrée le classe parmi les « travailleurs habituels du Victoria », du nom d'un hôtel de la capitale anglaise (J. DESTREE, *Souvenirs ...*, op. cit., p. 142-194).

Vous n'avez pas idée des difficultés que j'ai rencontrées pour tâcher de soustraire la tâche poursuivie par M. Waxweiler à l'ingérence du Conseil des Ministres, qui a la prétention de tout régler, de tout décider par arrêté royal. Broqueville et Van de Vyvere m'ont heureusement soutenu. Enfin bien après une discussion assez longue, il a été décidé par le Conseil :

1° Que les ministres du Roi à Paris⁵³, Londres⁵⁴, La Haye⁵⁵ et Pétersbourg⁵⁶ fourniraient une liste de personnalités belges, susceptibles, d'après eux, de composer le comité consultatif, dont la création a

⁵³ Il s'agit du baron Paul Guillaume, en poste de 1910 à 1916. Lui succèdera, pour près de vingt années, le baron Édouard de Gaiffier d'Hestroye. Nous savons que le maintien de Guillaume à Paris, au début du conflit, est une question récurrente à Sainte-Adresse. Jules Destrée suggère même à Eugène Beyens, fin octobre-début novembre 1915, de s'en séparer : « J'indique [à Beyens] la lamentable situation de notre représentation, officielle ou autre, à Paris, et j'insiste nettement pour le remplacement du baron Guillaume. 'C'est un ami, un vieil ami', me répond le ministre, vous ne pouvez pas cependant me demander de le sacrifier. Je réplique que c'est un devoir patriotique à remplir, même si les convenances personnelles le rendent pénible. D'ailleurs, ajoute Beyens, aucun de nos diplomates en fonction actuellement ne le sera lors de la paix. M. Hymans reprendra son rôle politique, M. Guillaume sera remplacé. Le faire maintenant serait donner une satisfaction aux Allemands qui viennent de publier la correspondance diplomatique de nos agents pour essayer de nous diviser » (J. DESTREE, *Souvenirs ...*, op. cit., p. 227).

⁵⁴ Il s'agit de Paul Hymans, nommé ministre plénipotentiaire à Londres en février 1915, à la suite du comte Charles de Lalaing, issu d'une famille très anglophile et ayant occupé cette fonction depuis 1903. Hymans conserve ce poste jusqu'en 1917.

⁵⁵ Il s'agit d'Albert de Ligne, ministre en poste à La Haye de 1911 à 1927. Une mention à son propos ne nous semble pas superflue au regard, d'une part, du poids qu'il a occupé dans le processus décisionnel de la machine diplomatique belge durant les années 1910-1920, mais aussi de la carence documentaire latente que nous avons constaté à son propos. Né en 1874, après une candidature en Philosophie et Lettres, il intègre la Carrière en 1896, sous la protection de Léon Arendt. Ce germanophile a-t-il été sensible au fait que le jeune agent soit le fils de la princesse bavaroise Eulalie de Solms-Braunfels ? En poste à Vienne, Berlin – chez Jules Greindl, de 1897 à 1901 – mis « à la disposition du Roi » en 1905, et du Ministère des Colonies en 1908, il arrive à La Haye en 1911 avec le grade de conseiller. Il ne quitte pas ce poste jusqu'en 1927, exception faite d'une Mission à Luxembourg, en 1918. Ambassadeur à Washington puis à Rome, il démissionne de ses fonctions en 1936 (ASPF AE, P. EXT n° 1415, Albert de Ligne). Durant le conflit, à l'image d'autres diplomates belges en pays neutres – songeons à Jules Van den Heuvel –, il pratique une propagande active aux Pays-Bas, en tant que directeur du « Comité de propagande coloniale en Hollande », soulignant les « bienfaits » de l'effort colonial belge en temps de guerre. Quant à la mission qu'il effectue en 1918 au Grand-Duché de Luxembourg, elle est définie comme « service spécial » (Secrétaire général MAE au MAE, 6 août 1919, in *Idem*). En juin 1926, convaincu que les relations belgo-néerlandaises ont été normalisées (or, un constat d'échec sera visible en 1927), il estime que sa mission, débutée en tant que ministre en 1919 « est terminée ». « Si le traité passe [Hymans-Van Karnebeek] – et j'ose affirmer qu'il passera – le poste sera beaucoup moins intéressant ». Preuve est donc donnée que, sur l'échiquier diplomatique belge, de 1918 à 1927 au moins, La Haye représente un poste de tout premier rang. Lorsqu'il arrive à Washington en juin 1927 on le présente comme le grand ordonnateur du rétablissement des relations entre Bruxelles et La Haye, bien que cette affirmation soit plutôt optimiste. Il décède en 1957 (Albert de Ligne au MAE, 29 juin 1926; Louis Nemry (La Haye) à Émile Vandervelde (MAE), 17 juin 1927, in *Idem*).

⁵⁶ Conrad de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien (1865-1927), Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Belgique en Russie de 1911 à 1917.

été prévue. Cette liste, qui me sera communiquée, devra recevoir l'approbation du gouvernement. Celui-ci sera libre d'en retrancher ou d'y apporter des noms.

- 2° Ces comités auront à répondre au questionnaire élaboré par M. Waxweiler et rédigeront à cet effet un rapport, qui sera remis au chef de Légation.
- 3° Qu'un comité central, nommé par arrêté royal, sera chargé d'étudier les rapports des différents comités et d'en faire l'objet d'un rapport définitif où il proposera au gouvernement des solutions aux différentes questions du formulaire. Je rêverais de placer ce comité qui se chargera de la besogne finale sous la présidence de M. Waxweiler.

Je dois ajouter que le Baron Guillaume m'a déjà fait parvenir ce matin une liste de personnes très-bien choisies, destinées à composer le comité de Paris. Je communique cette liste où j'ai ajouté le nom de M. Bastin⁵⁷, consul général, à MM. Van de Vyvere et Hubert⁵⁸.

Ce petit exposé des décisions du Conseil des ministres va me permettre de répondre aux questions que vous voulez bien m'adresser. J'y réponds en toute franchise.

Laissez le Congrès économique délégué au comité de Londres à M. Borboux, si cela lui fait plaisir. Il pourrait peut-être choisir quelqu'un de plus compétent, mais s'il veut se faire représenter par un homme politique au lieu d'un industriel, libre à lui. Ce choix démontrera la valeur de l'œuvre poursuivie par le Congrès.

Je vous ai déjà conseillé par le télégraphe de vous dérober à la Présidence d'honneur du dit Congrès.

Je pense à votre rapport. Je constate que toutes les observations que vous m'y présentez, tant en votre nom qu'au nom de M. Waxweiler, sont fort justes, mais il faut tâcher d'adapter le bon ouvrage qu'il fait avec les décisions impératives du Conseil.

Ainsi le Comité consultatif officiel est expressément désiré par les Ministres. Ils voulaient même constituer chaque comité par arrêté royal (notez que si un comité de ce genre paraît inutile à Londres où M. Waxweiler agit lui-même, il n'en sera pas de même à Paris, La Haye et Pétrograd).

Evidemment, comme vous le remarquerez les comités n'auront rien à voir avec l'enquête menée par M. Waxweiler seul et qui est le plus sûr moyen d'arriver au but que nous poursuivons. Mais n'oubliez pas que cette enquête – dans la pensée du gouvernement – doit se condenser

⁵⁷ Consul général et chancelier de la légation de Belgique à Paris, Bastin informe le Roi, par exemple, le 15 mars 1916, de la question préoccupante du sort des réfugiés belges en France, et, à ses yeux, de l'insuffisante gestion des autorités françaises à ce sujet (Note du Roi, visite de M. Bastin, 15 mars 1916, in M.-R. THIELEMANS, *Albert I^{er} ...*, op. cit., p. 259-260).

⁵⁸ Il s'agit d'Armand Hubert, ministre catholique de l'Industrie et du Travail de 1907 à 1914.

à un certain nombre de questions ou d'interrogations à poser aux différents comités, qu'on aura cherché à composer des représentants les plus compétents de notre commerce et de notre industrie.

À Paris la composition du comité consultatif n'a pas semblé donner beaucoup de peine au Baron Guillaume, qui l'a vite mis sur pied. En tout dix noms. Avec les adjonctions à prévoir, je ne pense pas que le chiffre des membres dépasse 15. Je suis persuadé qu'avec votre tact et votre doigté habituels vous saurez, de votre côté, composer une liste de personnalités très-capables, sans froisser les gens susceptibles et sans dépasser un nombre raisonnable. M. Waxweiler ne refusera pas de vous y aider.

J'ai préféré donner à ma réponse la forme d'une lettre particulière, pour pouvoir vous parler à cœur ouvert. Ne croyez pas que je sois ici sur un lit de roses. J'en sens, en tout cas, terriblement les épines. Je ne fais encore que de batailler sur le terrain économique. Que sera-ce quand nous aborderons les questions politiques? Le Conseil m'a déjà signifié qu'il veut discuter avec moi chacune d'elles, même celles qu'à mon avis on ne devrait pas soulever.

Bien cordialement à vous et bien amicalement aussi.

Beyens.

5. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 23 octobre 1915

Mon Cher Ministre,

J'espère que votre voyage de retour⁵⁹ s'est effectué dans de bonnes conditions.

J'ai écrit, comme c'était convenu, à notre ami⁶⁰. Quand recevra-t-il ma lettre et moi sa réponse? Il m'est impossible de le calculer approximativement. Mais je ne m'attends certainement pas à le voir avant le 15 novembre, peut-être plus vraisemblablement dans le courant de décembre. Je lui ai conseillé, quand il sera en route, de vous télégraphier. Vous auriez alors la bonté de me transmettre le télégramme à mots couverts, ou par lettre si cela ne pressait pas, c'est-à-dire si notre ami s'arrêtait sur son chemin.

Un journal de la Suisse allemande, la *National Zeitung*, de Bâle, a publié récemment un article très suggestif, pour qui connaît les attaches de la presse suisse avec les milieux politiques allemands⁶¹. D'après

⁵⁹ Ce courrier faisant suite à un furtif passage de Paul Hymans par Sainte-Adresse, avant de rejoindre son poste de Londres.

⁶⁰ S'agit-il d'une allusion à Émile Waxweiler?

⁶¹ V. GENIN, «Quand Caïn scrute Abel. Reflets mutuels des neutralités belge et suisse autour de la Première Guerre mondiale», *Revue générale*, année 151, novembre-décembre 2016, 11-12, p. 15-26.

l'auteur de cet article, le gouvernement impérial voudrait faire une paix honorable et durable avec les Puissances occidentales sur la base de la restitution de la Belgique et des parties occupées de la France. Il ne voudrait réduire à l'impuissance que la Russie par la création entre les mondes slave et germanique d'un royaume de Pologne qui servirait entre eux de barrière ou de tampon. Que penserait de cela Frédéric II, le promoteur du partage de la Pologne? La poussée énergique des armées allemandes vers Constantinople n'aurait d'autre but que d'enlever aux alliés la carte qu'ils veulent jouer par la prise de cette capitale. L'Allemagne victorieuse à l'est, plutôt que d'essayer de percer le front occidental, offrirait une paix acceptable. Il n'est point parlé de réquisitions coloniales, mais le silence du journal suisse ne permet pas de supposer qu'on y aurait renoncé à Berlin.

À rapprocher de cet article, que nous pouvons considérer comme un ballon d'essai, sont les aveux du *Vorwärts* de Berlin et de la *Gazette populaire* de Cologne relativement à la pénurie de la viande en Allemagne et au mécontentement populaire qui se manifeste devant les boucheries. À noter aussi les écrits et les pétitions socialistes qui circulent, malgré le régime de surveillance militaire, en faveur de la paix. Ce sont là des symptômes favorables. Il ne faut pourtant pas les exagérer, mais les noter.

En attendant, la jonction des Austro-Allemands et des Bulgares n'est plus qu'une question de jours. Vous savez mieux que moi ce qu'on pense à Londres des événements balkaniques; on doit y être complètement revenu de l'optimisme du mois dernier. Mais que fera-t-on et jusqu'où veut-on aller?

À Paris, après les déclarations de M. Viviani⁶² et le langage enflammé des journaux en faveur des Serbes, on commence à entrevoir les dangers de l'expédition de Salonique, la déperdition de forces qu'elle entraînera et on se pose aussi la question: jusqu'où ira-t-on? Un signe de l'indécision qui règne dans les milieux gouvernementaux est la difficulté de trouver un ministre des Affaires étrangères, c'est-à-dire un homme disposé à endosser la responsabilité d'une situation qu'il n'aura pas contribué à créer⁶³.

⁶² René Viviani, homme politique socialiste français, occupe les fonctions de Président du Conseil du 13 juin 1914 au 29 octobre 1915, à savoir une semaine après la rédaction du courrier reproduit *in-texto*.

⁶³ Nous sommes en effet dans un contexte d'incertitude, à ce titre. Théophile Delcassé quitte le maroquin des Affaires étrangères le 13 octobre 1915, afin de le céder à Viviani, qui le conserve jusqu'à la fin de son Cabinet, seize jours plus tard, le 29. Lui succède finalement le Ministère d'Aristide Briand, qui se maintient à la tête de l'exécutif jusqu'au 12 décembre 1916, Briand détenant également le portefeuille des Affaires étrangères.

Dans les entretiens que j'ai eus avec M. Klobukowski⁶⁴, à qui M. de Broqueville a tenu le même langage que moi, je me suis attaché à faire ressortir les craintes que m'inspire l'engrenage de l'expédition de Salonique. Elle peut consommer les meilleures troupes des alliés, y compris un nombre incalculable de munitions et beaucoup de canons, sans devoir aboutir à un résultat appréciable (pour ne pas dire à un échec retentissant). On s'y est pris trop tard pour secourir les Serbes et mâter les Bulgares.

J'ai témoigné peu de confiance dans les efforts qu'on fait pour entraîner les Grecs et les Roumains. Les offres les plus belles n'auront pas d'effet sur leur répugnance à se battre. Le Roi Constantin⁶⁵ est populaire auprès de ses sujets, parce qu'il partage leur couardise.

Enfin, je me suis permis de dire à M. Klobukowski que pour nous – comme pour le colonel Repington⁶⁶ et le colonel Feyler⁶⁷, les critiques militaires les plus autorisés – c'est sur le front occidental que devrait se produire l'effort principal des alliés. C'est là que se décidera cette guerre de Titans. Tout prélèvement de troupes et de matériel qui tendrait à affaiblir le front occidental nous paraîtrait regrettable.

Je crois que vous pouvez sans inconvénient développer les mêmes idées dans vos conversations au Foreign Office. Vous savez tout le prix

⁶⁴ Antony Klobukowski (1855-1934), diplomate français d'origine polonaise, de tendance radicale, laïque, et plus précisément clemenciste, occupe, entre autres, les fonctions de ministre de France en Belgique (à Bruxelles puis à Sainte-Adresse), de 1911 à 1918. Il est l'auteur des bien connus : *Souvenirs de Belgique 1911-1918*, Bruxelles, L'Éventail, 1928.

⁶⁵ Constantin I^{er}, Roi des Hellènes (le premier à naître en Grèce et de confession orthodoxe) de 1913 à 1917. Un temps convaincu de la nécessité de prêter main forte aux Alliés dans les Dardanelles et dans la campagne tendant à libérer les Grecs d'Asie Mineure, il s'oppose toutefois à l'avis de son État-major, et plus précisément à celui du général Metaxas. Soupçonné de connivence avec l'Allemagne, il sera renversé sous la pression de la Triple-Entente, non sans que celle-ci ne soit soutenue par le ministre grec Eleftherios Venizélos.

⁶⁶ Charles à Court Repington (1858-1925), lieutenant-colonel de l'armée britannique et correspondant de guerre, notamment pour les comptes du *Morning Post* et du *Times*. Ami proche du Commandant-en-Chef du Corps expéditionnaire britannique John French, il est surtout connu pour avoir été, sans doute, le premier à avoir employé l'expression « First World War » dans une note de son journal intime, le 10 septembre 1918 (A.J.A. MORRIS, *Reporting the First World War: Charles Repington, the 'Times' and the Great War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015).

⁶⁷ Le colonel Fernand Feyler (1863-1931), militaire et journaliste suisse, licencié en droit, au-delà d'avoir été rédacteur-en-chef du *Nouvelliste vaudois* (1891-1901), assure la direction de la *Revue militaire suisse* à partir de 1896. Chroniqueur militaire du *Journal de Genève* durant la Guerre de 1914-1918, partisan de l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations, il collaborera ensuite à la *Gazette de Lausanne* (Sébastien RIAL, « Fernand Feyler », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, notice rédigée le 10 décembre 2002 [en ligne] <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F45112.php?topdf=1> [page consultée le 10 juin 2016]).

que nous attacherons à connaître la façon dont Sir Ed. Grey envisage la suite des opérations de l'avenir immédiat.

[...]

Votre bien dévoué.

Beyens.

6. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 4 novembre 1915

Mon Cher Ministre,

J'ai lu avec le plus grand intérêt votre rapport rendant compte de votre entretien de la semaine passée avec Sir Ed. Grey. Les assurances formelles qu'il vous a données au sujet de notre malheureux pays raffermirent certains esprits qui se laissent aller au découragement en présence de la mauvaise tournure des événements balkaniques⁶⁸. Ces assurances sont venues au bon moment. Il faut se dire que si les Allemands paraissent gagner la seconde manche dans cette sanglante et interminable partie, nous devons gagner et nous gagnerons la belle. Je ne doute pas du bon effet qu'aura produit votre rapport à La Panne, où je me rendrai demain pour y présenter un nouveau ministre du Chili.

Pendant les fêtes de la Toussaint que j'ai passées à Paris, j'ai eu l'occasion d'avoir un entretien avec M. Jules Cambon⁶⁹, le nouveau secrétaire général du Quai d'Orsay. Je lui ai demandé quelques assurances énergiques au sujet de la Belgique, qui, prononcées du haut de la tribune par M. Briand⁷⁰, auraient du retentissement chez les neutres et aussi chez nos ennemis.

M. Cambon est un homme qui voit comme votre serviteur l'issue de la guerre plutôt comme un épuisement progressif des Empires germaniques que dans leurs revers militaires. Il m'a dit toute la peine qu'avait le G^{al} Joffre à décider le cabinet britannique à envoyer un nombre d'hommes suffisant à Salonique. Cette expédition ne sauvera pas les Serbes, mais elle inquiètera sérieusement les communications bulgare-allemandes sur

⁶⁸ Il s'agit sans doute d'une allusion à la récente (5 octobre 1915) entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés de la Triple-Alliance, doublée de l'enclenchement de l'évacuation des forces alliées du détroit des Dardanelles, véritable échec durement ressenti par l'opinion publique britannique, se retournant contre son Premier Lord de l'Amirauté, Winston Churchill.

⁶⁹ Jules Cambon (1845-1935), avocat de formation, entre dans la Carrière après avoir occupé la fonction de Préfet en Métropole et de Gouverneur général de l'Algérie. Ambassadeur de France à Washington, Madrid puis Berlin, il devient secrétaire général du Quai d'Orsay en 1914. Voir Laurent VILLATE, *La république des diplomates: Paul et Jules Cambon, 1843-1935*, Paris, Science infuse, 2002, tiré d'une thèse soutenue en 1999.

⁷⁰ Aristide Briand qui, comme précisé, est alors le nouveau ministre français des Affaires étrangères.

la route de Constantinople. Ce sera du reste un assez maigre résultat. M. Cambon s'attend à une entrée triomphale du Kaiser à Constantinople. Mais après? Comme moi, il est assez sceptique touchant les assurances en hommes que les Allemands trouveront en Turquie et le grand réservoir humain de l'Anatolie. Il ne voit pas une armée de 500.000 Turcs et Germains, armés, épuisés, vêtus et chaussés, arrivant sur les bords du canal de Suez, ce qui, je pense, est la grande préoccupation du public et du gouvernement anglais. En tout cas, l'or britannique pourrait s'employer avec succès à fomenter d'ici là des rebellions en Arabie et en Syrie.

J'ai mis en garde M. Cambon contre les illusions qu'on paraissait se faire à Paris relativement à la Roumanie. J'ai été longtemps ministre de Belgique à Bucarest, j'y ai conservé des relations et d'après des renseignements que je crois sûrs, c'est plutôt le parti des germanophiles qui fait des progrès parmi les Roumains. Les propriétaires terriens, la classe la plus instruite, exaspérés par la mévente de leurs récoltes, cherchent à pousser le gouvernement dans les bras des Allemands, pour mettre fin au plus vite à la guerre et reconquérir peut-être la Bessarabie sur les Russes, morceau qui n'est pas à dédaigner de [poire⁷¹] de consolation des aspirations nationales. M. Bratiano⁷² hésite entre ses différents conseillers; il n'est ni [illisible] ni sûr, et une volte-face du côté de l'Allemagne ne devrait pas nous surprendre. Je crois que la diplomatie des alliés devrait se montrer extrêmement prudente avec M. Bratiano et ne lui fournir aucun grief qui semblerait justifier de sa part un changement complet d'attitude. La neutralité roumaine, c'est tout ce que nous pouvons demander en ce moment.

M. Cambon m'a fait un grand éloge du Roi. C'est lui, c'est sa conduite chevaleresque, qui maintiennent les sympathies françaises pour la Belgique à un degré de chaleur encore convenable. Il y a, nous ne devons pas nous le dissimuler, un grand revirement à l'égard des Belges parmi les Français. Que nous reprochent-ils? La conduite déplorable de la masse de nos compatriotes qui refusent de travailler (c'est le moins qu'on puisse dire), le ton de nos journaux étalant des prétentions territoriales

⁷¹ Leçon incertaine.

⁷² Il s'agit sans conteste de Ion Bratianu (1864-1927), Premier ministre de Roumanie durant la quasi totalité de la Première Guerre mondiale. Membre du Parti libéral, ce partisan de la «Grande Roumanie», plaidant en faveur d'un rattachement de la Transylvanie à son pays, prit une part non-négligeable aux négociations de Versailles, en 1919. À ne pas confondre avec Vintila Bratiano ou Bratianu, homme d'État roumain (1867-1930), qui, après avoir été secrétaire général du ministère des Finances (1901-1904) et occupé les fonctions de maire de Bucarest devient ministre de la Guerre (1916-1917) puis de l'Équipement militaire (1917-1918). Il est nommé Président du Conseil des Ministres en 1927-1928. Voir une ancienne mais solide référence: Joseph S. ROUCEK, *Contemporary Roumania and Her Problems. A Study in Modern Nationalism*, Stanford, Stanford University Press, 1932, p. 73-74.

de plus en plus ridicules⁷³, l'importance que se donnent nos ministres, leur présence continuelle à Paris, leurs discours et leurs propos au lieu de la vie modeste qu'ils devraient mener au Havre.

Dans cet ordre d'idées, la location de l'immeuble que vous me signalez à Londres, et celle d'une maison ou d'une série d'appartements, destinés, à Paris, aux bureaux et services du gouvernement belge, ne me paraissent pas heureuses. Mes collègues auront là des locaux, spécialement affectés à leur usage personnel, où ils donneront audience. Je crois même qu'ils pourront y loger. Tout cela finira par donner sur les nerfs aux gouvernements français et anglais. Le gouvernement français surtout, qui nous loge gratuitement au Havre, se demandera ce que nous venons faire constamment à Paris et pourquoi nous y entretenons une installation aussi coûteuse. À Londres comme à Paris, on se dira que nous pourrions mieux employer l'argent prêté par nos alliés. Que penseront de cela nos compatriotes unanimes? On ne s'en inquiète guère à l'Hôtellerie.

[...]

Croyez-moi toujours, mon cher Ministre, votre bien dévoué,

Beyens,

**7. Georges Lorand à Paul Hymans, Lausanne, 26 Avenue Rambert
(ou à la Légation de Belgique à Rome), le 9 novembre 1915⁷⁴**

Monsieur le Ministre et Cher Collègue,

Destrée⁷⁵, que j'ai rencontré à Paris, m'a dit de vous écrire mes intentions et projets au sujet de la continuation de ma propagande. Je le

⁷³ L'opposition de Beyens aux projets de «Grande Belgique» est bien connue et constituera une des causes de son départ des Affaires étrangères, en 1917.

⁷⁴ Ce long courrier n'est pas écrit de la main de Georges Lorand lui-même, mais bien de sa fille, suivant sa dictée. En revanche, il est bel et bien signé par lui. Les règles de la syntaxe et de l'orthographe françaises n'y sont pas toujours respectées.

⁷⁵ Jules Destrée (1863-1936), homme politique belge de tendance socialiste (POB), membre de la Chambre des représentants de 1894 à sa mort, il a occupé le poste de ministre des Sciences et des Arts de 1919 à 1921. Militant wallon convaincu, bien que moins ardent après la Première Guerre mondiale, auteur de la bien connue *Lettre au Roi* de 1912, relative à un projet de séparation administrative du pays, il est aussi un italo-ophile de premier plan et poursuit, durant une partie du conflit, une intense campagne de propagande dans la Péninsule afin de la convaincre de rejoindre la Triple-Entente. Au-delà des précieux travaux de Philippe DESTATTE («Jules Destrée», in Paul DELFORGE, Philippe DESTATTE, Micheline LIBON (dir.), *Encyclopédie du mouvement wallon*, t. I, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2000, p. 483-490), dont un projet de biographie scientifique de Jules Destrée en cours depuis de nombreuses années (après un premier dessein, jamais abouti, de M^{me} Jeannine Bayer-Lothe, jadis chercheuse à l'Université de Liège), nous devons nous contenter de lettres de Destrée, publiées en grand nombre, et de notices biographiques. Voir, au-delà des références déjà citées quant à la propagande: Georges-Henri DUMONT, «Jules Destrée», *Nouvelle Biographie nationale*, vol. 5, 1999, p. 117-123.

fais bien volontiers en m'excusant de ne pas avoir songé à le faire plus tôt. Mais je savais que Destrée était en rapport avec le gouvernement, avec vous et avec le Comité anglais qui nous a envoyé des fonds à plusieurs reprises pour notre propagande. J'en suis à ma 93^e conférence. La centième est prochaine. On m'a engagé, en Italie et à Paris, à continuer le plus possible cette propagande dans certaines régions de l'Italie dont l'opinion est un peu douteuse grâce à la force des cléricaux, des socialistes et des Giollittistes [sic]⁷⁶. C'est le cas particulier du Piémont et de la Toscane où j'ai l'intention de continuer ce travail puisque je n'ai pas mieux à faire ailleurs et qu'il n'y a guère que moi, qui par ma connaissance de l'italien et de l'Italie, puisse avoir l'action sur les publics populaires des petites localités. Il y a d'ailleurs une autre raison de continuer à travailler l'Italie en ce moment : ce sont les hésitations du gouvernement et même de l'opinion sur la question de l'intervention effectuée dans les Balkans. J'ai fait ce que j'ai pu à Rome et à Milan, près du gouvernement et dans la Presse. J'ai même réussi à publier des articles interventionnistes dans le journal de M. Sonnino⁷⁷ : le *Giornale d'Italia*⁷⁸. Mais pour faire marcher le gouvernement italien, il faut toujours travailler l'opinion. Je compte donc rester en Italie, sauf à aller prochainement pour 2 ou 3 semaines

Une bibliographie relative à Jules Destrée, classée par année de parution (dressée en 1995), est publiée dans : Raymond TROUSSON, Georges-Henri DUMONT, Philippe JONES, Jacques DETEMMERMAN (dir.), *Destrée le multiple*, Bruxelles, Académie de Langue et de Littérature françaises, 1995, p. 235-302. Enfin, ne pas négliger : Pierre-Jean SCHAEFFER, *Jules Destrée. Essai biographique*, Bruxelles, Palais des Académies, 1962 (peu utile pour notre étude) ; P. DESTATTE, C. LANNEAU, Fabrice MEURANT-PAILHE (dir.), *Jules Destrée : la lettre au Roi, et au-delà 1912-2012*, Liège/Namur, Musée de la Vie wallonne/Institut Jules Destrée, 2013, et, bien sûr, l'introduction critique générale, dressée magistralement par Michel Dumoulin, de Jules DESTREE, *Souvenirs ...*, *op. cit.*, p. 1-57.

⁷⁶ L'Italie est entrée en guerre, rompant ainsi avec sa neutralité, depuis le mois de mai 1915 (*maggio radioso*). Toutefois, les tendances déclinées *in-texto* par Lorand restent sceptiques devant cette *Intervento*. Giovanni Giolitti (1842-1928), Président du Conseil à de nombreuses reprises (dont un mandat courant de 1911 à mars 1914), incarne une des formes les plus vives de ce neutralisme italien.

⁷⁷ Sydney Sonnino (1847-1922) détient le maroquin des Finances à plusieurs reprises, avant d'accéder au poste de Président du Conseil (1906 ; 1909-1910). L'on retiendra surtout, dans le cadre de notre étude, qu'il est le ministre des Affaires étrangères de l'Italie du 5 novembre 1914 (dans le Cabinet d'Antonio Salandra) au 23 juin 1919. Libéral-conservateur, opposant à Giolitti, il est un des artisans de l'*Intervento* du printemps 1915 et du Traité de Londres en vertu duquel l'entrée de l'Italie dans la guerre impliquerait, à l'issue du conflit, la cession de certains territoires à la Botte. Ces derniers objectifs seront partiellement déçus à Versailles, en 1919 ; certains parleront alors de la *Vittoria mutilata*. Voir le classique et toujours excellent : Serge BERNSTEIN, Pierre MILZA, *L'Italie contemporaine, des nationalistes aux européens*, Paris, Armand Colin, 1973 (coll. «U»), p. 206-217, et, plus récemment : Gilles PÉCOUT, *Naissance de l'Italie contemporaine 1770-1922*, Paris, Armand Colin, 2004 (coll. «U»), p. 314-321. Dans ce manuel français, l'auteur reproduit d'ailleurs un passage de J. DESTREE, *En Italie avant la guerre, 1914-1915* (Bruxelles, Van Oest, 1915).

⁷⁸ Journal centriste fondé par Sydney Sonnino (avec la collaboration d'Antonio Salandra) en novembre 1901, à Rome, et dont les destinées ont longtemps été confiées au journaliste Alberto Bergamini. Quelques années après le conflit, le journal ne se saborde pas, et passe au fascisme. Il avait notamment relayé, en 1914, les projets de «missions»

en Espagne et au Portugal, où [Melekiaole Thoiry⁷⁹] et le Docteur Simarro⁸⁰ que j'ai vus récemment à Paris et que j'y ai même pilotés, dans le monde républicain, m'ont dit qu'une tournée bien préparée, pourrait être utile pour contrecarrer les menées allemandes.

Destrée m'a même parlé de l'Amérique latine. Certes, l'idée est séduisante. J'y ai, je crois, quelques sympathies, notamment comme avocat de la succession Ferrer⁸¹, qui y était assez populaire et il y a de nombreuses colonies italiennes de sorte que je pourrais opérer dans les trois langues, mais c'est loin, cela implique une longue absence et la renonciation à toute collaboration sur la formation de l'opinion public [sic] en Europe sur des questions qui me tiennent à cœur. Et puis je m'étais donné comme programme, en prenant l'initiative de la propagande belge en Italie et en Orient de chercher des ennemis aux ennemis de mon pays, des alliés à notre ligue des peuples libres. J'étais à peu près sûr de réussir en Italie. J'avais espéré aussi, quoique ce fut beaucoup plus difficile [de] nous ramener la Bulgarie et par surcroît la Roumanie qui ne pouvait marcher qu'après la Bulgarie et dans la même voie. Les conférences que j'ai été faire en Roumanie ont provoqué des manifestations plus enthousiastes qu'en Italie même et Filipescu⁸², dans une réunion solennelle, m'a dit de dire à l'Europe que les Roumains seraient exacts et fidèles au rendez-vous. Mais je savais qu'ils ne marcheraient que derrière les Bulgares. J'ai tout fait pour persuader ceux-ci. J'y ai travaillé journalièrement pendant près d'une année. J'ai dû d'abord convertir mon ami Ghem(nn)adiev⁸³

belge et française en Italie, afin d'infléchir l'opinion neutraliste (citons simplement le voyage du professeur français de droit des gens André Weiss) (J. DESTRÉE, *Souvenirs ...*, op. cit., p. 183).

⁷⁹ Non-identifié (leçon incertaine).

⁸⁰ Il doit sans conteste s'agir du docteur Luis Simarro (1851-1921), psychiatre d'origine romaine et de nationalité espagnole. Intimement lié à la France, il y mène une partie de ses études en médecine, notamment pour les domaines relevant de la neurologie et de l'histologie. Voir Nieves FERNÁNDEZ, C. S. BREATHNACH, « Luis Simarro Lacabra (1851-1921): From Golgi to Cajal through Simarro, via Ranvier », *Journal of the History of Neurosciences*, t. 10, 2001, p. 19-26.

⁸¹ Francisco Ferrer Guardia (1859-1909), pédagogue, libertaire, anarchiste et syndicaliste espagnol. Père d'un système d'éducation non-confessionnel et pluraliste, depuis la ville de Barcelone, où il fonde son École, il connaît une réelle réception en Belgique, à la fois de ses idées, mais aussi au sens propre du terme : il y séjourne en 1908, et y noue de solides amitiés, que ce soit avec Paul Janson, Élisée Reclus ou Georges Lorand. Il est exécuté en 1909 par le régime d'Alphonse XIII. Sa mémoire monumentale et symbolique n'est pas négligeable, en Belgique (en témoigne le grand nombre de rues portant son nom). Voir Pol DEFOSSE (dir.), *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, Bruxelles, Fondation rationaliste/Luc Pire, p. 137. Sur le rapport de Ferrer à la Belgique : Daniel LAQUA, *The Age of Internationalism and Belgium, 1880-1930. Peace, Progress and Prestige*, Manchester/New-York, Manchester University Press, 2013, p. 95-97.

⁸² Nicu Filipescu, ministre roumain de la Guerre.

⁸³ Il s'agit en fait du Macédonien d'extraction Nicolas Ghenadieff, ami proche de Georges Lorand, membre du parti stambouliste, et ministre de Bulgarie à plusieurs reprises (Président du Conseil, ministre de l'Économie et du Commerce ou ministre des Affaires étrangères). Sur ce rapport bien antérieur au conflit de Lorand à la Bulgarie,

[sic] à notre cause. J'ai réussi à l'amener à Rome et j'espérais par lui persuader son parti et le gouvernement dont il avait été le chef. On lui a fait mauvais accueil à Rome et sa mission a échoué. Je l'ai alors amené à Paris et abouché avec Delcassé⁸⁴. Le gouvernement français a commis la lourde faute de ne pas agréer sa nomination comme ministre de Bulgarie à Paris, et de faire aussi le jeu de nos ennemis. Il s'est décidé plus tard à faire aux Bulgares des propositions satisfaisantes mais a continué à ne pas suivre les conseils que nous lui donnions. Notamment d'envoyer une mission capable de contrebattre les menées du Duc de Mecklembourg⁸⁵ à Sofia et Bucarest et surtout de débarquer dès le mois d'août à Salonique pour s'assurer de la ligne de Niseh⁸⁶. Sur ce point, je me permets de vous joindre une lettre que je viens d'adresser au *Journal de Genève*⁸⁷. Je décline donc toute responsabilité dans ce qui est arrivé. J'ai fait 25 fois le voyage de Rome à Paris pour donner aux amis que j'avais dans le gouvernement français et à M. Delcassé des avis qui je crois étaient les bons et n'ont jamais été suivis qu'avec des retards et des tergiversations ! Les dépêches que j'ai échangées avec Ghe(nn)adiev [sic] par le chiffre du gouvernement du Havre peuvent en faire foi. Il y a peut-être encore quelque espoir d'agir sur la Bulgarie et la Roumanie si les alliés agissent énergiquement dans les Balkans. Je m'efforce d'établir le contact avec mes amis Bulgares par mes amis Roumains.

Voilà, mon cher Ministre, quel est le travail que je compte continuer à faire dans la limite de mes moyens. Je n'ai guère eu le temps, au dehors des articles que j'ai publiés dans *Le Petit Parisien*, le *Secolo*

consulter son : *En Bulgarie. Notes et souvenirs*, Bruxelles, Rossel et Cie, 1913. Sur Ghena-dieff: Karl-Heinz MUELLER, «Die Unterwerfung Bulgariens unter den deutschen Imperialismus am Vorabend des ersten Weltkrieges», *Jahrbuch für Geschichte der UdSSR und der volksdemokratischen Länder Europas*, t. IV, 1960, p. 265-292.

⁸⁴ Théophile Delcassé (1852-1923), ministre français des Affaires étrangères jusqu'au 13 octobre 1915, date de sa démission, est surtout connu pour avoir été un inamovible ministre des Affaires étrangères de 1898 à 1905 (il est un des artisans du rapprochement franco-italien de 1900-1902 et de la future Entente cordiale avec Londres). Il avait contribué à convaincre l'Italie de rejoindre l'Entente mais ne put empêcher Sofia de se joindre à Berlin et Vienne. En novembre 1915, Delcassé, passablement fatigué, aborde la dernière phase de sa carrière politique, mâtinée d'un nationalisme toujours présent (il se rapproche de Jacques Bainville), d'une nécessité de penser à un ordre européen, et occupe encore un siège de député de l'Ariège. Voir la notice utile mais toutefois un peu «engagée» sinon «sympathisante» de Martin MOTTE, «Théophile Delcassé», in Lucien BÉLY, Georges-Henri SOUTOU, Laurent THEIS, Maurice VAÏSSE (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères 1589-2004*, Paris, Fayard, 2005, p. 438-446.

⁸⁵ Il s'agit du duc Jean-Albert de Mecklembourg-Schwerin, protagoniste bien connu de la «diplomatie secrète» du Kaiser Guillaume II. Il assure plusieurs missions de rapprochement avec l'Empire Ottoman, mais aussi, en août-septembre 1915 (note de la référence suivante, 9 septembre 1915, Sofia), auprès du Roi des Bulgares, Ferdinand I^{er}. Voir Marcel DUNAN, *L'Été bulgare: notes d'un témoin, juillet-octobre 1915*, Paris, Chapelot, 1917, p. 251. À Sofia, il poursuit cette mission aux côtés du Prince de Hohenlohe.

⁸⁶ Ligne située entre la ville actuelle de Nis (Serbie) et Salonique. Ces deux cités sont alors reliées par une voie ferroviaire.

⁸⁷ Cette lettre jointe en annexe ne nous est pas parvenue.

et d'autres journaux italiens ainsi que dans le *Journal de Genève*, d'agir autrement que par la parole, mais j'ai beaucoup parlé et plus encore en privé qu'en public. Je vais essayer de publier quelques-unes de mes conférences, notamment sur les affaires balkaniques. Mais cela demande quelques loisirs et dans mes tournées incessantes compliquées de cette longue intrigue pour le concours bulgare, ces loisirs m'ont complètement manqué. Destrée a d'ailleurs trouvé le temps de publier plusieurs brochures et un livre qui, au point de vue italien, suffisent. J'ai installé ma famille à Lausanne (Avenue Rambert 26) et j'y viens en allant à Paris et en retournant en Italie. Ma fille qui m'accompagnerait en Italie me sert aussi de secrétaire et c'est à elle que j'ai confié la calligraphie de la présente – la mienne, vous le savez par expérience – étant peu déchiffrable.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et Cher Collègue, l'expression de mes sentiments tout dévoués,

G. Lorand.

8. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 20 novembre 1915

Mon Cher Ministre,

Je vais passer la journée de demain à Paris, où je verrai M. Jules Cambon.

Je répondrai très brièvement à votre lettre du 18. M. Waxweiler, après avoir assisté à l'inauguration du comité d'enquête économique à Paris, est parti pour la Suisse. Il se rendra compte de l'état de l'opinion publique à notre égard. Comme il a mené avec succès la première campagne de progande [sic]⁸⁸ dans des conditions très difficiles, il est meilleur juge que tout autre de la question de savoir si une nouvelle campagne doit être entamée maintenant et s'il faut en confier la direction à M. Vauthier⁸⁹.

Il est indispensable en Suisse de connaître la langue allemande. L'infériorité de M. Warnant⁹⁰ sous ce rapport devrait le faire écarter car son champ d'action serait limité à la Suisse romande où nous comptons déjà le plus d'amis.

⁸⁸ Lire: propagande.

⁸⁹ Maurice Vauthier (1860-1931), professeur de droit administratif à l'Université libre de Bruxelles, est aussi engagé en politique. D'obédience libérale, ministre de l'Intérieur nommé en 1927, il détient le ministère des Sciences et des Arts de 1927 à 1931 (*Manifestation commémorative Maurice Vauthier*, Bruxelles, s.n., 1933 (Archives de l'ULB, Dossier de Maurice Vauthier (1860-1931), ULB/H12). Voir aussi *L'Horizon, paraissant le samedi*, 27 juin 1931, p. 1, col. 4)). Il a notamment été le co-auteur de: Jacques PIRENNE, Maurice VAUTHIER, *La législation et l'administration allemandes en Belgique*, Paris/New Haven, PUF/Yale University Press, 1925.

⁹⁰ Avocat près la Cour d'Appel de Liège; il donnera plusieurs conférences pro-belges, en 1915, en Suisse.

Ce que vous m'écrivez [au sujet] de M. Renkin⁹¹ me surprend beaucoup. Je croyais qu'il avait réussi définitivement à soulever en ce moment la question du Congo. Je l'y ai fort engagé. Je n'y vois aucun avantage, mais beaucoup d'inconvénients dont l'un des principaux serait d'attirer de ce côté l'attention des Allemands et leurs revendications, qui trouveraient peut-être un écho chez certains de nos alliés fatigués de la longueur de la lutte. J'ai eu à ce sujet une discussion avec mon collègue, qui marche tout vivant dans un rêve étoilé⁹².

J'ai essayé de le persuader qu'il fallait envisager toutes les éventualités, pires comme les plus favorables. Je n'ai réussi qu'à me faire accuser par lui auprès de Patris⁹³ de vouloir abandonner (ou offrir?) le Congo aux Allemands. Le bruit en a immédiatement couru à S^{te} Adresse. Néan-

⁹¹ Jules Renkin (1862-1934), homme politique belge de tendance catholique, il est dès la fin du XIX^e siècle un des maillons de la frange la plus radicale du jeune parti catholique, aux côtés d'Henry Carton de Wiart. Il fréquente les milieux du journal *La Justice sociale*, attachée à la démocratie-chrétienne. Ministre de la Justice nommé en 1907, à la suite de la longue présence du juriste et professeur de Louvain Jules Van den Heuvel, il fait office de soutien décisif au projet léopoldien de reprise du Congo par l'État belge; ce sera chose faite en 1908. Ministre des Colonies de 1908 à 1918, il occupera encore plus furtivement le ministère de l'Intérieur, non sans être désigné Premier ministre à deux reprises dans l'entre-deux-guerres (P. VAN MOLLE, *op. cit.*, p. 281-282).

⁹² Dans ses rapports au Roi rédigés durant le conflit, Jules Renkin ne fait pas référence, si ce n'est que de manière formelle, et à de très rares reprises, au baron Beyens. Quant à la situation sur place, depuis le début du conflit, des combats et escarmouches d'envergure limitée éclatent entre belligérants, surtout autour du lac Kivu (les Allemands y occupent l'île Kwidjwi depuis septembre 1914). Toutefois, au cours de l'année 1915, ils s'assurent la domination du lac Tanganyika qui devient rapidement un enjeu de reconquête décisif pour les forces belges et britanniques. Ce n'est qu'au lendemain de la missive éditée *in-texto*, dès décembre 1915, qu'une telle offensive conjuguée se met en marche. Elle n'aboutit qu'en juin 1916, quelques mois avant la victoire «symbolique» de Tabora, sous les ordres du général Charles Tombeur. Nous renvoyons à ce sujet au travail d'édition de Guy VANTHEMSCHE, *Le Congo belge pendant la Première Guerre mondiale. Les rapports du ministre des Colonies Jules Renkin au roi Albert I^{er} 1914-1918*, Bruxelles, Palais des Académies (Commission royale d'histoire), 2009, p. XVI – XVII, et, à propos de la volonté émise par Renkin de reconquérir les zones lacustres, à la période qui nous préoccupe précisément: Jules Renkin au Roi (période du 5 au 30 novembre 1915), s.d. (dactylographié, PC, 2.2.4.113), Note sur les affaires traitées du 5 au 30 novembre 1915 (*Idem*, p. 89-93, pièce n° 27).

⁹³ Édouard Patris (1866-1931) est considéré par Désiré Denuit, ancien rédacteur-en-chef du *Soir*, comme le «premier informateur de la presse belge», et particulièrement bien introduit dans les milieux politiques belges, sauf auprès d'Émile Vandervelde. Il est surtout, depuis l'avant-1914, «l'homme de Renkin». Au Havre, il fréquente Fernand Neuray et les futurs milieux de la *Nation belge*, au nationalisme bien connu et «grand belge». Voir J. DESTREE, *Souvenirs ...*, *op. cit.*, p. 93, à partir d'un témoignage recueilli par Michel Dumoulin auprès de Désiré Denuit, le 26 mai 1977. Jules Destree écrira, après un passage au Havre, que Patris «est la chronique de la ville» (*Idem*, p. 139). Dans un manuscrit rédigé par Destree en 1929 (en référence à une note du 22 décembre 1914), ce dernier ne dissimule pas le caractère disert de Patris: «Plane un ennui dans on ne sait quoi qui vous afflige. Heureusement, survient Patris, le délicieux bavard. Il me fait l'éloge de Renkin, débine Davignon, en dessous de tout, minimise Van den Heuvel, légiste et théorique, me raconte mille détails de l'inaction générale» (*Idem*, p. 240).

moins j'aurai encore un entretien avec M. Renkin sur cette question et j'espère le convaincre de ne point aller en parler à Londres.

Votre bien dévoué,

Beyens

9. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 24 novembre 1915

Mon Cher Ministre,

Après avoir pris l'avis de nos collègues, je suis tout disposé à mettre à la disposition de M. Lorand, dont m'entretient votre lettre du 20 novembre, un subside de 2000 Frs., qui lui serait remis par notre Ministre en Italie⁹⁴. Je dois cependant formuler quelques conditions que je vous prierais de glisser en douceur dans votre réponse à votre honorable collègue. Vous le ferez, j'en suis sûr, avec votre grâce et votre tact habituels.

La première de ces conditions est qu'il n'aille pas répandre la bonne parole en Espagne et en Portugal. Il ne pourrait s'y adresser qu'à des libéraux et à des républicains, dont les sympathies sont acquises à la quadruple alliance. D'autre part, la venue de l'avocat de la succession Ferrer serait dénoncée avec fureur par la presse cléricale et conservatrice; le choix d'un pareil homme pour défendre la cause de la Belgique serait considéré comme une provocation ou un défi par beaucoup d'Espagnols, même libéraux. On ne se fait pas une idée de l'animosité soulevée contre nous en Espagne par l'érection intempestive d'une statue à Ferrer sur une des places de Bruxelles. J'en sais quelque chose, une partie de ma famille étant espagnole⁹⁵. Les Allemands ont déboulonné la statue de Ferrer. C'est un service qu'ils nous ont rendu.

La seconde condition c'est que M. Lorand ne s'occupe plus des Balkaniques, Roumains et Bulgares, et les laisse cuire dans leur jus. Il ne pourrait plus du reste essayer de convertir que les Roumains⁹⁶. Or j'ai appris

⁹⁴ L'expression « Ministre en Italie » suggère fortement qu'il soit question de l'Envoyé belge auprès du Quirinal, et non auprès du Saint-Siège. Il s'agit par conséquent de Werner Vanden Steen de Jehay, en poste à Rome depuis 1911 et qui, à plus d'un titre fait office de renouveau au regard de ses prédécesseurs: premier diplomate belge de tendance clairement catholique (sinon ultramontaine), accrédité auprès du roi d'Italie depuis 1861, il est surtout connu pour avoir défendu l'image de la Belgique dès l'automne 1914, dans la presse italienne, par le biais d'interviews, canal de communication jusqu'alors peu usité par les agents de la Carrière, en voie de démocratisation (voir notamment: M. DUMOULIN, « La propagande belge en Italie au début ..., *op. cit.*, et V. GENIN, « Recrutement ..., *op. cit.*, p. 153-154).

⁹⁵ Son père, secrétaire de légation en poste à Madrid, en 1851, avait en effet épousé María de las Mercedes Alcalá Galiano y Valencia, fille d'un ministre et écrivain espagnol, et proche de l'impératrice Eugénie.

⁹⁶ La volonté de voir Georges Lorand cesser ses missions en Roumanie et en Bulgarie n'est pas l'apanage de Beyens. Jules Destrée partage cette opinion, à la même époque, dans une note du 4 novembre 1915: « Lorand est majestueux dans une redingote magni-

que sa campagne en Roumanie n'avait pas été heureuse, parce qu'on le suspectait de sentiments bulgarophiles. M. Lorand dans sa lettre ci-jointe⁹⁷ s'efforce de justifier les conseils qu'il a donnés, de comptes à demi avec Ghenediew [sic], à M. Delcassé. J'ai pu constater que ces conseils avaient entretenu l'optimisme incurable du Ministre français quand je lui ai parlé du Tzar Ferdinand, en l'engageant à se défier de lui ou à lui offrir la couronne de Constantinople, pour le tenter. Mais laissons-là le rôle joué par M. Lorand. Mieux vaut, je le répète, qu'il ne touche plus aux Balkaniques.

Il ne lui restera donc plus que l'Italie, champ très-vaste qu'il peut exploiter de concert avec M. Destrée. Il y a là des sympathies à entretenir ou à réchauffer d'un souffle persistant, des intrigues à définir, des adhérents à gagner. Mais déconseillez, je vous prie, à M. Lorand de pousser le cabinet italien à intervenir en Orient. Il risquerait de le froisser, en se mêlant imprudemment de ses affaires. C'est un terrain sur lequel il faut se mouvoir avec beaucoup de circonspection.

M. de Leval, avocat conseil de la Légation des États-Unis en Belgique, qui a dû quitter Bruxelles à la suite du procès de miss Cavell⁹⁸, se trouve

fique que M^{me} Ménard lui a fait faire pour sa visite au Roi. Il arrive de Rome et repart pour Lausanne. Il faudrait créer pour lui un mot nouveau: le «ferroctambule». Il est sombre et dépité. On lui a cassé sa marotte bulgaro-balkanique. Il est vrai que l'insuccès n'est pas de sa faute et que si on l'avait écouté, il est probable que nous n'eussions pas eu ce gros mécompte» (J. DESTRÉE, *Souvenirs...*, *op. cit.*, p. 233).

⁹⁷ Celle que nous publions ci-dessous (lettre n° 7).

⁹⁸ Miss Edith Cavell (1865-1915), infirmière de nationalité anglaise, directrice d'une clinique privée de Bruxelles, est arrêtée le 5 août 1915 par l'occupant allemand, et incarcérée à la prison de Saint-Gilles. Elle est alors accusée d'avoir favorisé des évasions de soldats alliés en direction des Pays-Bas, restés neutres. La légation des États-Unis à Bruxelles, chargée de la protection des intérêts britanniques, est d'emblée chargée du «dossier». Le chef de la légation américaine, Brand Whitlock (1869-1934) demande l'autorisation aux autorités allemandes de détacher son avocat-conseil, Gaston de Leval, auprès de la prévenue, afin que sa défense puisse être assurée par un avocat. Sans succès. Freinée par la règle de droit international en vertu de laquelle un chef de légation ne peut s'ingérer dans une affaire judiciaire en cours, de Leval entre toutefois en contact avec l'avocat de Cavell, M^e Thomas Braun, mais aussi avec M^e Sadi Kirschen, deux noms importants du Barreau de Bruxelles. Hugh Gibson (1883-1954), Premier secrétaire de la légation américaine, n'hésite pas à parler du «dévouement vraiment chevaleresque» de de Leval dans cette affaire. Edith Cavell, dont le procès débute le 7 octobre 1915 est condamnée à mort et exécutée le 12. Hugh Gibson, dans un utile témoignage, décrit dans le détail toutes les démarches entreprises par de Leval, le ministre d'Espagne à Bruxelles, le marquis de Villalobar, et lui-même, jusqu'au dernier moment auprès de l'occupant, afin d'éviter cette exécution. Voir Hugh GIBSON, *La Belgique pendant la guerre (juillet-décembre 1914)*, Paris, Librairie Hachette, 1918, p. 237-251, dont le titre ne sous-entend pas que les dernières pages de ce journal, traduit de l'anglais (H. GIBSON, *A Journal from Our Legation in Belgium*, Double Day Page, New York, 1917) sont consacrées à l'année 1915. Il existe toute une littérature sur Gibson, à la fois impliqué dans les questions polonaise et juive, à l'issue du conflit. Une thèse lui a été même consacrée: Ronald R. SWERCZEK, *The Diplomatic Career of Hugh Gibson 1908-1938*, Thèse de doctorat en Histoire (PhD), Université de l'Iowa, 1971-1972. Brand WITHLOCK revient avec force détails sur ces diverses démarches dans son: *La Belgique sous l'occupation allemande. Mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*, Paris, Berger-Levrault, 1922, p. 259-286. Ce dernier

maintenant à Londres. Le Baron Fallon⁹⁹ m'a écrit qu'il irait certainement vous voir.

J'ai reçu ce matin la visite du Conseil des États-Unis, venu pour me parler de M. de Leval (lequel est Belge), à la demande du Chargé d'affaires américain à Bruxelles, M. Gibson. Il paraît que M. de Leval a l'intention de faire des conférences à Londres, qu'il a reçu des offres de journaux pour écrire des articles sur la malheureuse Cavell et la conduite des Allemands en Belgique. M. Gibson est très-effrayé de ce que notre compatriote va révéler : « Il a entre ses mains, m'a dit le conseil, l'honneur de M. Brand Whitlock et de M. Gibson, il peut rendre impossible le fonctionnement du Comité for relief¹⁰⁰ et intenable la situation de la Légation des États-Unis à Bruxelles ». Il faut absolument l'empêcher de parler. Tâchez d'y réussir, avant qu'il n'ait ouvert la bouche. Si vous n'y parvenez pas, en lui représentant le tort que ses révélations pourraient faire aux Américains, et aux Belges, dites-lui de venir causer avec moi au Havre. Il a déclaré à Fallon qu'il serait prêt à faire le voyage si je l'en priais. Je crois que cela serait nécessaire. Pourvu seulement que M. de Leval aille vous voir tout de suite. Ne pourriez-vous pas l'appeler à votre Légation dès le reçu de la présente ?

Merci d'avance et bien cordialement à vous.

Beyens.

10. Brouillon de lettre non daté (25-26 novembre 1915 ?) de Paul Hymans à Georges Lorand

Mon cher collègue et ami,

Je vous prie de m'excuser de n'avoir pas répondu plus tôt à votre aimable et intéressante lettre; veuillez attribuer ce retard à mes nombreuses occupations et à l'obligation que j'ai de correspondre ici avec le gouvernement.

M. le Ministre des Aff. Etrang. [sic]¹⁰¹, qui apprécie hautement votre talent et vos services, me charge de vous dire qu'il met à votre disposition à la Légation de Rome une encaisse de 2000 Frs. destinés à vous aider

préfère désigner de Leval en tant que « conseiller juridique ». Il le décrit aussi comme « un des hommes les plus méticuleusement exact que je connaisse. Dès qu'il avait une conversation importante, il en dictait le compte-rendu à un sténographe pour en garder une reproduction complète, avec la date, l'heure, tout le détail de ce qui avait été dit et fait » (*Idem*, p. 267). Sur les activités de Cavell: Emmanuel DEBRUYNE, *Le réseau Edith Cavell: des femmes et des hommes en résistance*, Bruxelles, Racine, 2015. Plus général: Truus VAN BOSSTRAETEN, *Beziet maar beschermd. België en de markies van Villalobar tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Louvain, Acco, 2008, p. 64-70.

⁹⁹ Le baron Albéric de Fallon, ministre de Belgique à La Haye.

¹⁰⁰ Comprendre: *Commission for Relief in Belgium*.

¹⁰¹ Lire: Affaires étrangères.

à poursuivre en Italie la brillante et si utile campagne que vous y avez menée depuis plusieurs mois.

Une propagande constante et active reste nécessaire dans ce pays et vos relations dans le monde de la presse et de la politique, votre parfaite connaissance de la langue, vous y donnent des titres à un nom et une autorité dont la cause belge tire grand profit. Dans les circonstances présentes nous sommes portés à croire qu'une propagande en Espagne dans les milieux républicains et [illisible¹⁰²], irriterait les milieux de ce camp et constituerait et provoquerait de ce côté une vive campagne et [des] hostilités. En ce qui concerne la Roumanie, nous croyons aussi qu'il serait imprudent en ce moment de chercher à faire passer dans ce gouvernement une action verbale. En Italie, au contraire, nous avons un champ plus large, une plus grande liberté de mouvement avec naturellement les témoignages qu'il faut donner vis-à-vis du gouvernement [que nous devons nous garder de favoriser].

Au surplus, je connais votre tact et votre doigté, et c'est avec grand confiance que nous vous voyons continuer par vos [illisible¹⁰³] et vos puissants efforts [...]

P. H. [sic]¹⁰⁴

11. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 26 novembre 1915

Mon Cher Ministre,

Ma lettre du 24, où je vous parlais de M. de Leval, s'est croisée avec la vôtre de la même date.

La conversation que j'avais avec le même jour avec le Consul des États-Unis, qui venait de recevoir des instructions de M. Gibson, prouve que ce dernier n'était pas sans inquiétude au sujet des révélations que pourrait faire M. de Leval en Angleterre, malgré sa promesse formelle d'observer les règles imposées à un « commissioned diplomatic officer of the American service ».

La publication par M. de Leval d'un livre, très-intéressant sans doute, mais très-compromettant aussi, sur le régime allemand en Belgique, serait en contradiction avec l'engagement pris par lui. Je crois que vous feriez bien de le lui dire, dans le cas où il aurait l'intention de publier son manuscrit, lorsqu'il serait dégagé du service américain, c.à.d. dans trois mois.

Je serai charmé de causer avec lui de la situation de notre cher pays et de recueillir de sa bouche tous les renseignements qu'il pourra me

¹⁰² « Cléricaux » ?

¹⁰³ « Dignités » ?

¹⁰⁴ Lire: Paul Hymans.

donner. Je serai ici la semaine prochaine, sauf le dimanche 5 décembre, – et à moins d'être appelé à Londres pour la rencontre que vous savez.

[...]

Votre bien dévoué.

Beyens.

12. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 17 février 1916

Mon Cher Ami¹⁰⁵

C'est seulement samedi dernier à midi que Sir Francis de Villiers¹⁰⁶ est venu m'apporter le texte officiel de la déclaration, dont vous ne m'avez évoqué qu'un aperçu, reproduit de mémoire¹⁰⁷. Il m'a annoncé que la remise aurait lieu lundi matin. J'ai pensé, après sa visite, que l'omission complète de l'Italie et du Japon, de l'Italie surtout, au lendemain du voyage de M. Briand entrepris pour resserrer les liens de l'Alliance serait interprétée comme l'indice certain d'un désaccord entre les Alliés dans une question aussi importante que celle de la restauration de l'indépendance de la Belgique. J'ai fait part de mes craintes au Ministre d'Italie¹⁰⁸ qui les a partagées. D'où échange de télégrammes entre lui et le B^{on} Sonnino. Dimanche après-midi, M. Carignani m'apporte

¹⁰⁵ Relevons qu'il s'agit de la première lettre où ce ton amical est employé par Beyens en en-tête.

¹⁰⁶ Sir Francis Hyde Villiers plus précisément (1852-1925), ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles depuis le début du mois d'octobre 1911. Il reste en poste en Belgique jusqu'en 1920.

¹⁰⁷ Le document évoqué en l'espèce n'est autre que la Déclaration dite «de Sainte-Adresse», du 14 février 1916. Que recouvre-t-elle? La Belgique, neutre de manière perpétuelle, permanente et garantie, ne souhaitait pas entrer, de manière intentionnelle ou par défaut, dans la Triple-Entente, aux côtés de Paris, Londres et Saint-Pétersbourg. Le Portugal ou la Roumanie, neutres pourtant, avaient ainsi «adhéré» à l'Entente. Mais la Belgique, envahie de manière presque totale, estimait que son statut de pays garanti et victime d'une violation du droit, devait lui assurer des réparations matérielles et morales après le conflit. Si bien que Bruxelles ne signe pas le traité de Londres du 5 septembre 1914, instaurant une forme de solidarité entre les membres de l'Entente et prohibant toute paix séparée. Toutefois, Beyens estime que la Belgique ne peut se tenir, ainsi, totalement à l'écart de l'Entente. Cette Déclaration de Sainte-Adresse qui, disons-le d'emblée, à bien des titres, ne sera pas respectée à l'issue de la guerre, tente de tisser ce lien. Qu'implique-t-il? Paris, Londres et Saint-Pétersbourg s'engagent à convier la Belgique à la table de négociation dès que la paix sera envisagée, d'une part, et, d'autre part, lui garantissent le rétablissement de l'indépendance économique et politique du Royaume avant la fin des hostilités. Autour de la Déclaration, dont un des principaux négociateurs fut Paul Hymans: B. BEYENS, *Un diplomate ...*, op. cit., p. 63-72; M. DUMOULIN, E. GERARD, Mark VAN DEN WIJNGAERT, Vincent DUJARDIN (dir.), *Nouvelle histoire de Belgique*, vol. 2: 1905-1950, Bruxelles, Complexe, 2006, p. 136 et sv. (partie rédigée par Michel Dumoulin).

¹⁰⁸ Francesco Carignani, ministre italien auprès du gouvernement belge en exil au Havre.

la réponse de son gouvernement. Il est consentant, il envoie même la phrase à insérer. Je m'aperçois que le mot, «indépendance» (garantie de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique) a été oublié¹⁰⁹. Nouvel échange de télégrammes avec Rome. Ce n'est qu'après la remise de la déclaration et la rédaction du procès-verbal que la réponse finale de l'Italie arrive. Béni soit Dieu¹¹⁰!

Pour le Japon, ce fut bien autre chose. Le chargé d'affaires japonais est introuvable¹¹¹. Il est allé à Paris. Naturellement. Il faut télégraphier longuement à della Faille¹¹². La réponse japonaise me parvient au moment de faire le communiqué à la presse.

Quant aux paroles que je devais prononcer en recevant la déclaration, je m'aperçois après en avoir fait le projet que la plupart de mes collègues sont absents. Impossible de réunir le conseil et cependant j'aurais bien voulu faire approuver par lui ma réponse. J'approuve par lui ma réponse. Je finis par découvrir Helleputte et Goblet¹¹³, la droite et la gauche du gouvernement. Je suis sauvé. Tous deux me font des remarques très-judicieuses, dont je suis heureux de tenir compte.

¹⁰⁹ «Le marquis Carignani, ministre d'Italie au Havre, expliqua au baron Beyens la position négative de son pays, mais affirma en même temps les sympathies de celui-ci pour la Belgique. Il n'avait aucune objection à ce que l'abstention de l'Italie fût mentionnée dans le communiqué rendu public après la déclaration. Après avoir consulté son gouvernement, il soumit une formule: 'L'Italie ne faisant pas partie des Puissances garantes de la neutralité de la Belgique, a fait connaître qu'elle n'a aucune objection à ce que cette déclaration soit faite par les Alliés'. Beyens suggéra d'ajouter: 'de l'indépendance et de la neutralité'. Ce qui fut accepté» (B. BEYENS, *Un diplomate ...*, op. cit., p. 68).

¹¹⁰ Certains historiens (Robert O. Van Nuffel, en 1968) ou témoins (François-Xavier Vanderstraeten-Waillet, en 1980) ont émis l'hypothèse que la décision italienne d'intervenir dans le conflit aux côtés de l'Entente (24 mai 1915) avait été motivée par la «justice à faire rendre à la Belgique». Selon Michel Dumoulin, cette assertion est irrecevable, et argumente son propos en le situant dans la perspective de relations italo-belges qui, de 1908 à 1914 au moins, traversent une zone de turbulence. L'Italie, qui ne fait pas partie des garants de Bruxelles, sera toujours rétive à l'égard de cette «justice à faire rendre» – la *Consultà* évoque notamment les vieilles plaies italo-belges autour de la Question romaine – y compris durant les négociations de la Déclaration de Sainte-Adresse du 14 février 1916. Voir M. DUMOULIN, «La crise des relations italo-belges à la veille de la Première Guerre mondiale», *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, t. 62, 1984, 2, p. 302-304 surtout.

¹¹¹ Le Japon a émis un avis plutôt négatif à l'égard de la Déclaration, d'où ce silence, sans doute (B. BEYENS, *Un diplomate ...*, op. cit., p. 68).

¹¹² Georges della Faille de Leverghem, ministre de Belgique au Japon de 1911 à 1919.

¹¹³ Eugène Goblet d'Alviella (1846-1925), homme politique libéral en exil à Sainte-Adresse, pacifiste, franc-maçon de première importance et collaborateur de la *Flandre libérale*, est considéré comme un des fils spirituels de l'économiste et internationaliste liégeois de renommée internationale Émile de Laveleye. Ministre d'État sans portefeuille du gouvernement de Broqueville dès 1916, il est considéré comme un «allié» bienvenu par Beyens. Il sera souvent consulté par le Roi ou par le ministre des Affaires étrangères à propos du statut international futur de la Belgique (Marc d'HOORE, «Goblet d'Alviella, un intellectuel en politique. Commentaires sur son œuvre et sa pensée», in Alain DIERKENS (dir.), *Eugène Goblet d'Alviella. Historien et franc-maçon*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 1995, p. 19-35).

Si je vous raconte tout cela, mon cher ministre, c'est pour répondre au reproche que vous me faites de ne pas avoir été informé par moi de ces petits événements qui se sont précipités dans l'espace de 48 heures, dont un dimanche. Où aurais-je trouvé le temps de vous écrire et de vous raconter ce que je faisais? Je n'ai pas même eu le loisir d'écrire au Roi et à Broqueville. J'ai dû tout faire par moi-même, tout prendre sous ma responsabilité. Comme récompense, j'ai reçu ce matin une lettre de M. Orts¹¹⁴, qui me signifie, comme suppléant du ministre des Colonies, que la déclaration n'a aucune signification et manque d'à propos parce que le Congo n'y figure pas. Il est cruel pour moi de recevoir des leçons de M. Orts dans un style qui manque absolument d'aménité et de mesure. Mais enfin ce malheur, si grand soit-il, n'est rien à côté du coup de foudre qui a éclaté sur ma tête: Waxweiler m'a envoyé sa démission!

Pourquoi a-t-il pris cette détermination? Je l'ignore. Est-ce fatigue cérébrale, jalousie à l'égard de M. Brunet¹¹⁵, susceptibilité froissée? Il m'écrit: «Je suis un intrus, je me retire». Une goutte a fait déborder le vase, tout prêt, d'ailleurs, à laisser échapper son contenu, et c'est une note de M. Brunet sur la situation économique que je devais lire au conseil à Houtem. Cette note exprimant des vues très générales ne traçait pas la politique sur laquelle le gouvernement aura à se prononcer. Avant de prendre aucune décision si peu importante qu'elle soit, en matière

¹¹⁴ Pierre Orts (1872-1958), petit-fils d'Auguste Orts, homme politique libéral de premier rang. Ce docteur en droit de l'ULB exerce durant deux années la fonction de conseiller judiciaire auprès du roi du Siam (1896-1898) avant même d'avoir été inscrit au tableau des avocats. Il entre ensuite dans la Carrière diplomatique. Agent de liaison dès 1908 entre les Ministères des Colonies et des Affaires étrangères, secrétaire du Ministère des Colonies (poste occupé par Jules Renkin) et de la *Commission chargée d'enquêter sur les violations du droit des gens, commises par les armées allemandes en Belgique*, dès 1914, secrétaire général du département des Affaires étrangères entre 1917 et 1920, membre de la délégation belge à Versailles, il est le cosignataire des Accords Orts-Milner, octroyant à la Belgique un mandat sur le Ruanda-Urundi. Il se retire progressivement de la Carrière durant les années 1920, pour raisons de santé, et occupe diverses fonctions ponctuelles internationales (dont un certain nombre de présences au sein de conseils d'administration d'entreprises). Il est impliqué dans les travaux préparatoires de la première Assemblée générale de l'ONU, en 1945. Voir, parmi de nombreuses notices, Walter GANSHOF VAN DER MEERSCH, «Pierre Orts», *Biographie belge d'Outremer*, t. VII, fasc. A (1968), col. 367-380.

¹¹⁵ Émile Brunet (1863-1945), docteur en droit de l'ULB, député socialiste de Charleroi de 1912 à son décès, membre du Conseil des Ministres en 1918 puis ministre d'État en 1925, il exerce plusieurs activités durant la Première Guerre mondiale. Il présidera notamment la Commission de recrutement à Paris (1916) ainsi que plusieurs jurys relevant du Ministère de l'Instruction Publique. Membre du deuxième Conseil de Guerre et de Reconstitution, il s'engage au lendemain du conflit dans les organismes relatifs aux Dommages de Guerre mais aussi de la Protection de l'Enfance. En revanche, nous sommes mal informés quant à ses relations personnelles avec un autre ULBiste, Waxweiler, et à propos des éventuelles missions de propagande que le Roi, ou quelque autre autorité, ait songé à confier à Brunet. Voir Robert ABS, «Émile Brunet», *Biographie nationale*, t. XXXVIII, 1973, Bruxelles, Bruylant, col. 42-50.

économique, je n'aurais pas manqué de prendre l'avis de M. Waxweiler. J'ai pour lui la plus sincère estime et une grande admiration pour sa méthode et sa puissance de travail. Loin de moi la pensée de faire de la peine ou de le blesser. Elle ne m'a jamais effleuré. Waxweiler a dû arriver aujourd'hui au Havre. Ingenbleek, Jungbluth¹¹⁶ et Goblet m'ont promis de faire auprès de lui de vives instances pour qu'il retire sa démission. Y réussiront-ils? J'en doute. Cette démission est une véritable catastrophe, dont la cause réelle m'est encore inconnue. Je ne vois que le Roi, qui puisse réussir à calmer Waxweiler. Comme la guerre, mon Dieu, rend les meilleurs esprits nerveux et susceptibles!

J'ai suivi votre conseil et je mets la main en ce moment – c'est l'occupation de mes soirées – à une note sur la question de l'Escaut que je cherche à rendre aussi claire que possible, en la débarrassant de toutes les broussailles inutiles. Je l'écris pour être lue par un Anglais, par Sir Ed. Grey, à qui je voudrais la remettre, quand j'irai lui faire visite avec vous à Londres. J'en ai une autre pour le Luxembourg. Quant à la Flandre zélandaise, plus je creuse la question, plus il me paraît difficile de justifier la politique d'annexion¹¹⁷.

Vous me promettez de m'envoyer un rapport que je pourrais lire au conseil sur les dangers d'une politique aventureuse. Je la recevrai avec

¹¹⁶ Disons un bref mot des collaborateurs du Roi. L'intermédiaire entre le Roi et les différents ministres et diplomates de 1916 à 1918 est son chef de Cabinet, Fritz Van den Steen de Jehay. Gantois né en 1858 et anciennement attaché au Cabinet d'Auguste Beer-naert, il est ensuite détaché aux Affaires étrangères, chez Paul de Favereau. Le secrétaire du Roi est Jules Ingenbleek et Harry Jungbluth dirige sa maison militaire. Van den Steen s'occupe plus particulièrement des affaires internationales et sera pris entre deux feux en 1917, lorsque les relations entre le baron Beyens et le Roi se détériorent. Si nous possédons (Archives du Palais royal) les lettres envoyées à Van den Steen et ses réponses, nous ne disposons pas, en revanche, des notes que ce dernier destinait au Souverain (Émile VANDEWOUDE, «Fritz Van den Steen de Jehay, adviseur van twee koningen», *Museum Dynasticum*, 1993/1, p. 2-7).

¹¹⁷ L'opposition d'Eugène Beyens à toute volonté d'accroissement du territoire belge, une fois la paix revenue, est bien connue. Il fut en cela la «bête noire» de personnages tels que Gaston Barbanson ou Pierre Nothomb, partisans déclarés d'une «Grande Belgique». Nothomb, qui sera à la fin du conflit attaché au département des Affaires étrangères, s'évertuera à défendre par tous les moyens possibles la tenue d'un référendum dans le Limbourg hollandais, non sans espérer son rattachement à la Belgique. La démission d'Eugène Beyens, en août 1917, n'est d'ailleurs pas tout à fait indépendante de la pression croissante qu'il subit des milieux annexionnistes. Comme l'écrira Jacques Willequet, il était «l'homme à abattre, par tous les moyens: un traître, ou peu s'en fallait» (J. WILLEQUET, «Gaston Barbanson, promoteur d'une 'Grande Belgique' en 1914-1918», *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, vol. 48, 1970, 2, p. 338; B. BEYENS, *Un diplomate ...*, *op. cit.*, p. 95-103). Un mois avant le document cité *in-texto*, le roi Albert note, le 6 janvier 1916, que Beyens se «plaint que la vie lui est rendue difficile par les partisans d'une politique de revendications territoriales dont les adeptes comptent des éléments influents, parmi les ministres et aussi dans ses propres bureaux» (Note du Roi, 6 janvier 1916, in M.-R. THIELEMANS, *Albert I^{er} ...*, *op. cit.*, p. 240).

plaisir. Mais le Ministre récalcitrant à convertir se trouve justement à Londres, auprès de vous. C'est notre collègue des Colonies¹¹⁸.

Votre bien dévoué.

Beyens.

13. Eugène Beyens à Paul Hymans, Sainte-Adresse, le 18 février 1916

Mon Cher Ministre,

J'ai causé longuement avec Waxweiler ce matin. Je me trompais en attribuant sa brusque résolution de démissionner à un accès de mauvaise humeur contre Brunet. Ce n'est pas une question de personne qui l'a décidé à agir ainsi. Il s'imaginait que tout son travail de recherche et de documentation serait inutile; que le Département, sans attendre les données qu'il s'occupait de recueillir, voulait se lancer dans une politique commerciale aventureuse, engager immédiatement des négociations avec la France et avec l'Angleterre. Rien n'est plus loin de ma pensée. Je l'ai calmé et il a renoncé à une démission que je considérais, je vous l'ai écrit hier, comme une catastrophe.

Je crains seulement que les rapports entre Brunet et lui ne restent très-tendus. Ce qui ne facilitera pas le travail auquel nous devons nous livrer ni mon rôle de pacificateur.

Votre bien dévoué.

Beyens.

14. Note manuscrite d'Eugène Beyens, s.l., le 13 juillet 1919

Quand j'ai été nommé à Berlin en 1912, on me donna pour instructions de veiller à maintenir les bonnes relations qui existaient avec le Gouvernement impérial depuis l'avènement du Roi Albert. L'Allemagne avait reconnu la première, l'annexion du Congo; Guillaume II, venu à Bruxelles en 1910, y avait laissé une très-bonne impression à cette occasion des journaux, tels que *Le Soir* et *La Métropole* regrettaient que le Kaiser n'eût pas fait une visite à Anvers!

L'Empereur vivait sur sa réputation de pacifiste, qu'aucun ambassadeur à Berlin, même M. Cambon, ne contestait, car depuis vingt-quatre ans qu'il occupait le trône l'occasion ne lui avait pas manqué de faire la guerre. En 1911, pendant la crise d'Agadir, nous avons été très-

¹¹⁸ Jules Renkin.

près d'un conflit¹¹⁹; le danger était venu surtout, d'après M. Cambon, de la longueur des négociations et de la nervosité du public allemand et du public français entretenu par le langage de la presse de deux pays. Pendant tout ce temps l'Empereur était resté silencieux. Comme Ministre de Belgique, j'avais à me préoccuper avant tout des incidents qui menaceraient la paix de l'Europe, partant la sécurité de la Belgique, et des causes, – d'où qu'elles vinssent – susceptibles d'aggraver la tension entre l'Entente et la Triplice. J'ai signalé les dangers chaque fois qu'ils apparaissaient; ils ont été fréquents, ils n'ont plus guère cessé depuis l'automne 1912. J'ai écrit mes rapports avec la franchise d'un patriote et l'impartialité d'un diplomate parlant à son gouvernement, sans se douter que ses rapports confidentiels seraient un jour oubliés à Bruxelles à la merci de l'envahisseur. Chose curieuse! Certains journaux s'en prennent à moi de la liberté de mes appréciations (où on ne relèverait aucune ligne contre la France) et ils n'ont pas un mot de blâme pour les fonctionnaires qui ont manqué à leur devoir en n'emportant ou ne détruisant pas les dossiers dont ils avaient la garde.

Le 7 novembre 1913 le Roi me rapporte la conversation qu'il avait eue la veille à Potsdam avec l'Empereur¹²⁰. Celui-ci lui avait dit que la guerre

¹¹⁹ Un jeune membre de l'Institut de sociologie de l'ULB, promis à une grande carrière de diplomate, Fernand Vanlangenhove (1889-1982), fut un des acteurs belges de cette conscientisation du danger de guerre, née avec la crise d'Agadir: «[...] En 1911, profitant de mon mois de congé, j'étais allé au Maroc. Le Maroc était à ce moment un des endroits les plus chauds de la rivalité internationale. J'ai débarqué à Tanger un mois après que la canonnière allemande, *Le Panthère*, ait jeté l'ancre devant Agadir pour intimider la France. Quand je suis arrivé à Fez, après un voyage assez hasardeux d'une semaine à cheval, j'ai pu réaliser concrètement l'état d'insoumission de la population indigène que l'armée française était en train de réduire. À mon retour, en passant par Rabat, dans le seul petit hôtel qui y existait à l'époque, j'ai rencontré de près plusieurs officiers supérieurs français qui allaient s'illustrer pendant la guerre: je me souviens notamment fort bien de Mangin. Bref, ce voyage me fit apprécier concrètement l'état d'insécurité du monde et, dès lors, les risques implicites de conflit» (Jean-Claude RICQUIER, «Souvenirs d'un secrétaire général des Affaires étrangères», *Revue générale*, mai-juin-juillet 1981, n° 5 à 7, p. 4, déposé aux Archives de l'Académie royale de Belgique, Fernand Vanlangenhove, n° 20528). Rappelons qu'à cette occasion, la Belgique et les Pays-Bas se mettent en état de défense. Le poseur de mines sous-marines est armé, à Anvers, les ponts du Limbourg sont surveillés jour et nuit, tandis que le roi Albert écourte son voyage au Tyrol pour présider un Conseil des Ministres, le 14 septembre 1911, tendant à traiter d'un prochain rappel des réservistes. Lorsque le chargé d'affaires anglais à Bruxelles se voit entendre au département des Affaires étrangères que la Belgique se défendra coûte que coûte, en cas de violation du traité de 1839, le Britannique répond: «ce traité est bien vieux» (Jean-Claude ALLAIN, *Agadir 1911. Une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 378).

¹²⁰ Nous connaissons fort bien aujourd'hui ces entretiens de Postdam. Comme le dira Jean Stengers, les déclarations de Guillaume II relèvent de l'impulsion, du «sentiment du moment» et procèdent d'une volonté d'«impressionner» le souverain des Belges. Selon l'historien, et nous souscrivons à ce constat, le Roi fut impressionné, ou, plus justement, il a dû estimer que les propos de l'Empereur étaient si francs et sous-tendus par des enjeux si capitaux qu'ils ne pouvaient qu'inspirer la confiance. Le texte de Beyens reproduit ici semble corroborer les informations qui nous sont parvenues par ailleurs. Dans ses diverses publications citées ci-dessus en notes il revient à plusieurs reprises sur la ques-

était inévitable et prochaine. J'ai aussitôt suggéré à Sa Majesté qu'il était de notre devoir de révéler au gouvernement français l'orage qui se préparait et dont il ne se doutait pas; j'ai proposé d'en parler à M. Cambon. Le Roi m'y autorisa. Moi, qu'on représente comme un faux ami de la France, pour ne pas dire plus, je lui ai rendu ainsi, sous forme d'un avertissement salutaire, le plus grand service qu'un ami pouvait lui rendre et je ne connais pas de Belge qui lui en ait rendu de pareil. On vante avec raison la perspicacité de M. Cambon; mais son fameux rapport de novembre 1913 qui lui a ouvert les portes de l'Académie française débute par le récit de l'entretien du Roi Albert avec le Kaiser rapporté par moi: n'ai-je pas contribué à lui dessiller les yeux? Plus M. Cambon, en reconnaissance de ce service, m'a redit la conversation, aujourd'hui célèbre, qu'il avait eue avec M. de Jagow¹²¹ au sujet du Congo. Je n'ai rien écrit au gouvernement de l'entretien de Potsdam, parce que le Roi m'avait enjoint de m'en abstenir; il se chargeait d'en informer lui-même le Chef de Cabinet.

Lié par la promesse que j'avais faite au Roi et empêché de [ne] faire aucune allusion à cet entretien, j'en ai été gêné par la suite dans ma correspondance avec Bruxelles. L'Empereur avait donné comme prétexte à la guerre inévitable le ton agressif de la presse française et les discours hostiles à l'Allemagne du Palais Bourbon. S'il disait vrai, tout espoir de paix n'était pas perdu; il fallait engager nos voisins qui ne désiraient nullement la guerre à se montrer plus prudents. Qu'on prenne la peine de lire tous mes rapports de l'année 1914, au lieu d'en citer quelques lambeaux de phrases qu'on incrimine contre moi: on y verra que je note et que je conseille d'éviter tout ce qui pourrait donner raison à l'Empereur. Rien de plus. J'y ai dit même – et ce rapport-là, les Allemands n'ont eu garde de le publier – qu'il ne fallait pas trop se fier aux sentiments pacifiques de Guillaume II, car ses sentiments avaient peut-être changé. Je ne pouvais en dire davantage.

Le conflit annoncé éclate; un ultimatum est adressé à la Serbie par le cabinet de Vienne. Dès le lendemain du jour où il fut connu à Berlin,

tion. Toutefois, ne précise-t-il pas en l'espèce le ton sur lequel il a informé Jules Cambon (à savoir inviter la presse française à plus de prudence à l'égard de l'Allemagne). Cambon, quant à lui, n'a pas précisément respecté sa promesse de confidentialité contractée à l'égard de Beyens, le 10 novembre, et informe le Quai d'Orsay de la teneur de cette conversation, le 22 novembre, venant d'une « source absolument sûre ». Nous renvoyons le lecteur, pour plus de détail, à l'article suivant, remarquable, véritable exercice-type de critique historique: Jean STENGERS, « Guillaume II et Albert I^{er} à Potsdam en novembre 1913 », *Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique*, 6^e sér., t. IV, 1993, 7-12, p. 227-253, publié à nouveau dans J. STENGERS (textes édités par Ginette KURGAN-VAN HENTENRYK, Éliane GUBIN et José GOTOVITCH), *Une guerre pour l'honneur. La Belgique en 14-18*, Bruxelles, Racine, 2014, p. 121-138.

¹²¹ Gottlieb von Jagow, diplomate allemand et ministre des Affaires étrangères du Reich, de 1913 à 1916.

j'envoie (26 juillet) le jeune Davignon¹²² à Bruxelles, porteur d'un rapport où j'exposais que le coup avait été machiné à Berlin et qu'il conduirait certainement à une guerre générale; qu'il fallait par conséquent se tenir prêt à toute éventualité. Ce rapport a été reproduit dans un *Livre gris* de 1915; il a été cité à mon honneur par la presse alliée et neutre. Mes ennemis ont soin de n'en pas parler.

De même pour ma conversation du 4 août 1914 avec M. de Jagow¹²³. Bien que je fusse sans instructions, je crois avec tenu ce jour-là le langage qui convenait au représentant de la Belgique, odieusement envahie par un ennemi tout puissant. Malgré son arrogance habituelle, M. de Jagow n'a rien trouvé à me répondre et il en a été réduit aux piteux arguments que le Chancelier allait reproduire quelques heures plus tard au Reichstag.

Condamné à l'inaction, je l'ai employée en 1914-15 à écrire un livre sur *L'Allemagne avant la guerre*. Ce livre a fait assez de bruit. Un partisan de l'Allemagne aurait-il osé adresser un pareil acte d'accusation contre Guillaume II? J'avais été révolté par la duplicité du Kaiser, par l'affreux traitement qu'il faisait subir à la Belgique, par les mensonges que lui et son Chancelier proféraient sur la conduite de la population belge. Mes amis ont blâmé ma témérité; quelques-uns craignaient que le Souverain

¹²² L'adjectif «jeune» et la mention d'une mission dont est chargé ce collaborateur de Beyens entre Berlin et Bruxelles nous pousse à avancer avec certitude qu'il s'agit de Jacques Davignon (1887-1965) et non de Julien Davignon, son père, ministre des Affaires étrangères en 1914. Jacques Davignon, surtout connu des historiens pour avoir détenu le poste d'ambassadeur de Belgique à Berlin de 1935 à 1940, expérience dont il tirera un volume de mémoires, entre dans la Carrière en 1911 et est détaché avant 1914 à Berlin puis à Londres. Attaché comme adjoint de la délégation belge à Versailles en 1919, chef de Cabinet des ministres des Affaires étrangères Paul Hymans puis Henri Jaspar (1922-1925), il sera durant l'entre-deux-guerres envoyé à Budapest – où son fils, le vicomte Étienne Davignon, futur diplomate et homme d'affaires, naît en 1932 – et à Varsovie, avant de se rendre à Berlin. Il se retire du service actif en 1952. Voir ces éléments dans Gergely FEJERDY, «Histoire des relations belgo-hongroises entre 1918 et 1933», *Journal of Belgian History*, vol. XLIV, 2014, 1, p. 54.

¹²³ Eugène Beyens, dans son style passionné, vivant sinon prenant, mais aussi en s'attribuant en permanence (trait profond de sa personnalité) le rôle du prophète sinon du Cassandre, consacre quelques beaux morceaux à cet entretien du 4 août 1914, au cours duquel von Jagow tire argument d'une potentielle menace française pour justifier – «question de vie ou de mort» en substance – l'invasion de la Belgique. Parmi ces passages, suite à sa prévision qu'un tel acte suscitera une déclaration de guerre instinctive de Londres à Berlin, il écrit: «Je ne m'étais pas trompé cependant, lorsque j'avais prédit à M. de Jagow une guerre avec l'Angleterre, garante de notre neutralité. Le même soir, je dînai seul au Kaiserhof, en proie – on se l'imagine – aux plus sombres pressentiments. Au sortir du restaurant, je croisai une automobile du *Berliner Tageblatt* qui me jeta une poignée de feuilles imprimées. J'y lus, en admirant la rapidité avec laquelle ma prédiction s'était réalisée, que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre à l'Allemagne et que son ambassadeur avait remis, peu d'heures auparavant, un ultimatum au gouvernement impérial. Il me vint aussitôt à l'esprit de courir à l'ambassade, pour obtenir quelques éclaircissements sur cette grande nouvelle. Était-ce donc ainsi que la Providence répondait aux invocations de son favori?» (E. BEYENS, *L'Allemagne avant ...*, op. cit., p. 344). Ce dernier entretien avec von Jagow est l'objet de quelques pages de: E. BEYENS, *Deux années ...*, op. cit., t. II, p. 269-274.

furieux ne fit saisir mon mobilier et tout ce que je possède, qui est resté à Berlin, pour me punir de n'avoir pas respecté les convenances diplomatiques. Je n'ai pas hésité à dire ce que je savais être la vérité. Et l'on m'accuse de pusillanimité, de ne pas oser me dégager de la routine diplomatique! L'Académie française a couronné mon ouvrage et des lycées l'ont donné en prix à leurs élèves. Un journaliste belge, réfugié à La Haye, M. du Castillon, n'en a pas moins insinué que je n'avais écrit mon livre que pour atténuer l'effet de mes rapports trouvés à Bruxelles. Or le livre était publié, quand ces rapports ont été découverts. Voilà la mauvaise foi de mes compatriotes!

Dans un article récent, un journal d'Anvers, *L'Action nationale*, prétend que, comme Ministre des Affaires étrangères, j'ai laissé passer les plus belles occasions d'obtenir des Alliés des engagements écrits. Elle oublie volontairement la déclaration de S^{te} Adresse du 14 février 1916, la seule promesse écrite que le gouvernement du Havre ait réussi à obtenir des Alliés. Mes anciens collègues savent si c'était facile et quelles fins de non-recevoir on opposait à toutes nos demandes, notamment à celles concernant des précisions sur le régime économique qui nous serait concédé après la guerre.

Quand j'ai quitté le Ministère, MM. Ribot¹²⁴ et Cambon m'ont adressé des lettres où ils exprimaient en termes chaleureux leurs regrets de mon départ. Auraient-ils eu de semblables égards pour un homme qu'ils ne considéraient pas comme un sincère ami de la France? J'ai passé dans la retraite les deux années qui viennent de s'écouler. J'ai occupé mes loisirs à écrire quelques articles dans la *Revue des Deux Mondes*. Je défie qu'on y trouve une pensée, une phrase, qui ne recherche pas à être utile à la cause de la Belgique et des Alliés. Celui du 1^{er} janvier 1918¹²⁵ avait pour but principal de soutenir le moral que je sentais quelque fois fléchir autour de moi; j'y annonçais que l'offensive des Allemands serait rude, mais que nous aurions certainement la victoire. Ma femme, que *L'Action nationale*, n'épargne même pas malgré son dévouement aux œuvres d'assistance belges, et moi, nous sommes restés à Paris pendant tout le bombardement, relevant le courage de nos compatriotes, nous efforçant de donner l'exemple de la fermeté à ceux qui n'avaient pas, comme nous,

¹²⁴ Beyens quitte les affaires le 4 août 1917. À ce moment précis, Alexandre Ribot (1842-1923), homme politique français, est, de manière assez éphémère, Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

¹²⁵ Il s'agit d'un article intitulé «L'avenir des petites États», paru dans la *Revue des Deux Mondes* et dont l'auteur tirera un ouvrage plus documenté, en 1919, publié à Bruxelles, chez Van Oest et C^{ie}. Il y conteste principalement la thèse allemande, y compris celle de von Jagow, en vertu de laquelle les petits États sont soit voués à disparaître, soit à survivre bon an mal an sous la férule d'une grande puissance. Beyens avance au contraire que les petits pays « en possession de côtes ou de territoires clefs qu'ils soustraient à la convoitise des grands rendent par là même service à la cause de la paix. En outre, ces pays se sont souvent placés à l'avant-garde dans la création d'institutions libres et démocratiques » (B. BEYENS, *Un diplomate ...*, op. cit., p. 210).

les moyens de s'éloigner. Les braves journalistes qui m'insultent aujourd'hui peuvent-ils en dire autant ?

Beyens.

Résumé. – L'édition de cette correspondance permet de mieux connaître les moyens de propagande déployés par la Belgique, durant la Première Guerre mondiale, afin de restaurer son image de pays aux sensibilités germanophiles avant 1914. Cet ensemble de quatorze lettres rédigées en 1915 et 1916 (sans oublier un *memorandum* rétrospectif de 1919) jette une nouvelle lumière sur les stratégies développées par la Belgique officielle en exil (Paul Hymans, Eugène Beyens, Georges Lorand) afin de purifier son image internationale.

Samenvatting. – De publicatie van deze correspondentie maakt een beter begrip mogelijk van de propaganda die België voerde tijdens de Eerste Wereldoorlog. Door die propaganda wou het land ingaan tegen de beeldvorming als zou België voor 1914 pro-Duits zijn geweest. Deze reeks van veertien brieven, geschreven in 1915 en 1916, alsook een retrospectief memorandum van 1919, werpen nieuw licht op de strategieën die werden ontwikkeld door het officiële België in ballingschap (Paul Hymans, Eugène Beyens en Georges Lorand) om 's lands internationale imago te verbeteren.

Abstract. – The publication of this correspondence yields a better understanding of the propaganda produced by Belgium during the First World War, in order to restore its image of a country with pro-German sensibilities before 1914. This set of fourteen letters written in 1915 and 1916 and a retrospective memorandum of 1919 shed new light on the strategies developed by official Belgium in exile (Paul Hymans, Eugène Beyens and Georges Lorand) in order to restore its international image.

Vincent Genin (°1989) est docteur en Histoire et assistant à l'Université de Liège. Il est l'auteur de plusieurs travaux en histoire des relations internationales et a soutenu en janvier 2017 une thèse intitulée : *Un « Laboratoire belge » du droit international? Réseaux internationaux, expériences et mémoires de guerres des juristes belges (1869-1940)* (2 vol., 748 p.). Contact : V.Genin@ulg.ac.be

Vincent Genin (°1989) is doctor in de Geschiedenis en assistant aan de Universiteit Luik. Het is de auteur van verschillende publicaties over de geschiedenis van de internationale betrekkingen en heeft in januari 2017 een doctoraatsverhandeling verdedigd met als titel : *Un « Laboratoire belge » du droit international? Réseaux internationaux, expériences et mémoires de guerres des juristes belges (1869-1940)* (2 vol., 748 p.). Contact : V.Genin@ulg.ac.be

Vincent Genin (° 1989) has a PhD in History and is assistant at the University of Liège. He is the author of several works on the history of international relations and defended his doctoral thesis in January 2017 entitled : *Un « Laboratoire belge » du droit international? Réseaux internationaux, expériences et mémoires de guerres des juristes belges (1869-1940)* (2 vol., 748 p.). Contact : V.Genin@ulg.ac.be